Révolution Internationale

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

SOMMAIRE

n°69 bis

mensuel JAN 80

3ff/30fb/2fs/0.70 CTS. CAN.

ANNEES 80 : VERS DES AFFRONTEMENTS DE CLASSE DECISIFS

"D'une certaine façon, les années 70 furent des années d'illusion. Bourgeoisie et prolétariat ont été confrontés à la réalité de la crise, et même souvent de façon très dure. Mais en même temps, ces deux classes ont eu tendance à se cacher les yeux devant cette réalité : la première parce qu'il lui est insupportable de regarder de face le spectacle de sa faillite historique, la seconde parce qu'elle a subi en partie les illusions véhiculées par la classe dominante mais aussi parce qu'il ne lui est jamais facile d'assumer d'emblée la formidable responsabilité historique qui pèse sur ses seules épaules et qu'une conscience claire de la signification de la crise lui aurait rappelée." (Editorial de la Revue Internationale du CCI n°20)

Les années 80 s'annoncent déjà avec la fin des illusions de la bourgeoisie sur la possibilité de résoudre la crise en dehors d'une guerre généralisée, et la relance de la propagande pour la guerre qui résulte de cette compréhension nouvelle. Mais face à elle ressurgit encore plus combative la classe ouvrière dont la colère aiguillonnée par le fer de la misère, de l'austérité, du chômage, ne cesse de s'accroître. Le prolétariat non plus ne peut se permettre aucune illusion.

De cette situation découle la principale caractéristique des années 80 . Celle d'un affrontement de plus en plus net entre les deux classes déterminantes de la société actuelle. De cet affrontement naîtra le futur de l'humanité : -ou la défaite du prolétariat et un nouvel holocauste mondial;
-ou la victoire du prolétariat et du communisme et le développement de la communauté humaine.

●La campagne sur les droits de l'homme contre les pays de l'Est, étalage cynique au travers de la presse, de la T.V., de la misère, de la famine, du génocide des populations d'Indochine victimes de la "barbarie communiste", déclarations alarmistes de Kissinger, Haig, etc...sur les dangers d'une guerre vers 1984, renforcement du potentiel nucléaire en Europe occidentale, dénonciation de la "militarisation soviétique", campagne hystérique contre l'Iran, exaltation du nationalisme américain... ces derniers mois la bourgeoisie occidentale a brutalement et cyniquement accentué sa propagande militariste.

Pourquoi un tel déchaînement militariste ? Pourquoi la bourgeoisie s'oriente-t-elle de manière de plus en plus déterminée vers la guerre ?

CE QUE LA BOURGEOISIE A COMPRIS

L'aiguillon qui pousse inévitablement la bourgeoisie vers un holocauste mondial, c'est la crise économique. Ce n'est pas un hasard si alors même que les sirènes bellicistes de la bourgeoisie nous chantent leur refrain à nous assourdir, les prévisions les plus alarmistes commencent à circuler à propos de l'approfondissement de la crise dans la période qui vient.

Pour l'année 1979, dans tous les pays du monde, nous assistons à une relance de l'inflation (de l'ordre de 20 % en Grande-Bretagne, 15 % aux U.S.A., plus de 10 % en France), une augmentation rapide du chômage (par exemple 100.000 licenciements en un mois aux U.S.A. dans l'industrie automobile) et une chute de la production toujours aux U.S.A. (-1,5%) qui annonce une récession mondiale.

Jusqu'à présent, la crise économique mondiale qui s'ouvre à la fin des années 60, avait été marquée, contrairement à celle de 29, par un développement relativement lent dans un premier temps. Cela était dû :

- au recours intensif depuis les années 30 à la politique de capitalisme d'Etat qui n'a cessé de s'accentuer;
- au renforcement de l'économie de guerre qui permet d'éponger en partie la surproduction de capital;
- à l'exportation des effets de la crise des métropoles développées vers le monde sous-développé, créant une situation de famine dramatique là où la misère était déjà reine.

SUITE P.4

U.S.A.. IRAN: REFUSONS L'HYSTERIE NATIONALISTE



LA CAMPAGNE NATIONALISTE A EN PARTIE PORTE SES FRUITS: LES CHEFS D'ETAT-MAJORS SE REJOUISSENT DE L'AUGMENTATION DES CREDITS MILITAIRES QU'ELLE A PERMIS DE FAIRE ACCEPTER.

●La guerre d'Iran n'aura pas lieu. Chaque jour qui passe vient confirmer ce que nous disions à propos des évènements en Iran dans le dernier numéro de notre journal :

• Si la menace d'une troisième guerre mondiale est un danger bien concret pour l'avenir de l'humanité, ce n'est pas au travers des évènements en Iran que cette menace pourra aujourd'hui se réaliser.

• Par contre, le développement de la situation en Iran et aux USA ces dernières semaines démontre que les otages de Téhéran ont tout autant été les otages de la bourgeoisie iranienne que les otages de la campagne de préparation à la guerre que mène actuellement la bourgeoisie américaine;

Quelle que soit la situation en Iran, quoi qu'il s'y passe réellement (ce que nous envisagerons plus loin), face au développement rapide de la crise économique mondiale, l'orientation militariste dans laquelle s'engage la première puissance mondiale doit retenir l'attention du prolétariat et retentir comme un avertissement.

La spectaculaire campagne idéologique que la bourgeoisie aux USA mène avec les moyens "à l'américaine" sert tout à la fois de test et de jalon quant à sa capacité à mobiliser la population dans une perspective guerrière tout en faisant illusion sur le sens et les buts véritables de cette orientation militariste.

"Désormais les complexes de culpabilité nés de cette coûteuse aventure (la guerre du Vietnam) doivent s'effacer devant la nécessité de faire face à un monde en voie de militarisation rapide où la crise iranienne sert de témoin vivant au besoin que nous avons d'une Amérique forte et unie" (1), a déclaré le président Carter annonçant à cette occasion : "le plus important accroissement des dépenses militaires depuis l'époque du Vietnam", comme l'a titré la presse. Cela au moment même où l'OTAN, sous la pression des USA impose aux pays européens l'importation de missiles nucléaires à moyenne portée dirigés vers l'URSS transformant l'Europe en véritable champ de bataille en cas de guerre mondiale.

L'annonce de cette importante aug-

SUITE P.5

LA GENERALISATION DU CHOMAGE

●La bourgeoisie française brandit à l'heure actuelle les indices de l'INSEE de ces deux derniers mois pour montrer qu'après tout "ça ne va pas si mal" et que, particulièrement "la situation de l'emploi se stabilise".

Même si cette "stabilisation" avait un semblant de réalité, y aurait-il de quoi se réjouir ou pavoiser alors que, déjà, on recense officiellement 6.500.000 chômeurs dans les seuls pays de la C.E.E et que l'ex-patron du Pentagone (à l'époque des bombardements intensifs sur le Vietnam !), aujourd'hui directeur de la Banque mondiale, se lamentait naguère en dressant devant l'O.N.U. de sombres perspectives du fait que 35 % de la population active dans le monde était officiellement reconnue comme "sans travail" ? (v. "Libération" du 10 octobre).

Mais ces allégations de stabilité ne sont que de purs mensonges. Une nouvelle phase de "difficultés économiques" et de récession se précise non seulement en France mais dans l'ensemble des pays les plus industrialisés, à commencer par les Etats-Unis et la RFA parmi les plus "puissants" d'entre eux. Ceci annonce d'ores et déjà une brutale accélération du chômage. D'énormes vagues de licenciements arrivent. Certains sont effectifs, d'autres sont en cours, d'autres enfin sont en préparation.

Ainsi, le plan de "restructuration" de la sidérurgie française est toujours en marche ; d'ici à 1984, c'est quelques 30.000 emplois qui doivent être supprimés.

Un an après l'explosion ouvrière à Longwy, après la prime de "départ volontaire" qui a démobilisé 6.000 sidérurgistes, ce sont les syndicats qui multiplient les tentatives de stérilisation pour désamorcer la résistance ouvrière en divisant, en enfermant comme aujourd'hui par exemple les ouvriers de Denain sur le terrain : occupation ou non de l'usine. Mais ils ont beau s'ingénier à transformer les problèmes de la lutte en recettes de cuisine, ceci peut-il masquer la réalité des mesures de la bourgeoisie ? C'est-à-dire 1.600 ouvriers d'Usinor à Denain qui deviendront des chômeurs dès l'été prochain. Les mesures adoptées sont encore plus sévères en Grande-Bretagne où la British Steel Corporation envisage l'élimination de 52.000 emplois (voir article dans ce journal). Mais la sidérur-

SUITE P.3

LES LUTTES EN FRANCE

La bourgeoisie fait peser de plus en plus lourdement le poids de la crise mondiale sur toute la classe ouvrière; chômage et austérité, telles sont les perspectives que le capitalisme offre aussi bien aux travailleurs immigrés qu'aux contrôleurs aériens.

Et la bourgeoisie tente de se donner les moyens de cette politique, notamment à travers ses fractions de gauche et ses syndicats, à qui elle donne la tâche spécifique d'encadrer un prolétariat qui lui fait obstacle. L'époque est maintenant révolue où ceux-ci, débordés au départ, devaient, tant bien que mal rattraper le mouvement en marche. Maintenant, ils tentent de prendre d'eux-mêmes la tête des luttes par un langage "classe contre classe" qui n'hésite pas à faire d'emblée de la surenchère, à prôner l'utilisation de la violence, à prétendre développer les luttes.

En fait, ils n'ont pas changé : au delà de leur langage "radical", ils ne visent qu'à mieux contrôler les luttes, à mieux les enfermer dans le cadre corporatiste ou catégoriel : celui des immigrés de "la Sonacotra", celui des contrôleurs aériens, celui des ouvriers de la SNIAS, ou d'ailleurs...

Mais, si ce nouveau langage va tromper la classe ouvrière pendant encore un certain temps, la laisser plus ou moins désemparée, la combativité des luttes actuelles, et en particulier, la manifestation des travailleurs immigrés du 1er décembre, ouvrent la voie à une prise de conscience de la classe ouvrière toute entière en tant que telle : c'est là un immense espoir pour les années à venir.

SNIAS, ST.NAZAIRE : LES SYNDICATS N'ONT PAS CHANGE !

●SNIAS St Nazaire : 7 demandes de licenciements, 2 mises à pied de 15 jours, 15 mises à pied d'un mois, 26 lettres d'avertissement. La quasi-totalité des mesures les plus sévères touche des délégués CGT, membres du PC de surcroît et même des "élus locaux". A côté de cela, FO et la CGC se voient chargés de la bonne marche de l'entreprise.

Tous les éléments y sont pour faire de la CGT l'organisation "ouvrière" sur laquelle "s'abat la répression", d'autant plus que la CGT et le PC ne se privent pas de faire valoir leur radicalité, en utilisant un langage très "lutte de classe" : "la lutte doit se poursuivre et s'amplifier", affirment les orateurs.

Or, qu'a fait, pratiquement, cette même CGT au verbe si "rouge", pour étendre la lutte des ouvriers de la SNIAS, en grève depuis deux mois? Baillonner la solidarité qui existe potentiellement dans de nombreuses entreprises de la région (Lange, etc), ou même, à deux pas, aux Chantiers de l'Atlantique, user la combativité dans des grèves tournantes, des débrayages quotidiens, saboter et épuiser toutes les luttes, autant d'actions qui n'ont rien de spécialement "radical" (et qui nous rappellent le rôle devenu maintenant habituel des syndicats contre les luttes).

Quand il y a eu des contacts avec les travailleurs d'Alsthom, c'était à l'initiative des ouvriers, pas à celle des syndicats.

Quand, il y a exactement deux ans, les ouvriers décidaient l'occupation du Bellamya pour appuyer des revendications de salaire, comme aujourd'hui, les syndicats, contraints un moment de suivre les décisions des AG, conseillaient de "ne pas céder à la provocation" et donc de "laisser partir le Bellamya pour permettre l'ouverture de négociations".

Quand, à la même époque, à Dubigeon Normandie, une grève se développait sans ordre de l'Intersyndicale, celle-ci usait alors du mot d'ordre des "élections comme solution au conflit".

Et quand, encore dernièrement, lors de la grève à Brissonneau, les ouvriers rentraient battus, au nom d'une "grande victoire". Victoire pour la CGT et la CFDT qui avaient su servir de bouclier à la police tandis que les 156 licenciements restaient une donnée.

Les syndicats ont tiré les leçons des dernières luttes : la situation sociale étant de plus en plus tendue, plus explosive, ils adaptent la forme, mais fondamentalement leur attitude reste la même.

Hier, d'un commun accord, ils dénonçaient la violence "venue d'éléments extérieurs", aujourd'hui ils la justifient : "la dégradation du climat social dans le département est la conséquence de l'attitude du patronat qui entretient un climat de violence en refusant la négociation...".

Hier les syndicats s'opposaient à l'occupation du Bellamya, aujourd'hui ils prennent les devants en lançant à la SNIAS des "actions dures": le pâlonnier de 9 tonnes qui permet le transport des tronçons de l'Airbus est mis sous bonne garde dans l'enceinte des Chantiers ; de même on brouille les dossiers, on occupe l'usine (pour un jour!).

Hier, ils dénonçaient le démantèlement de l'entreprise; aujourd'hui ils proposent la "désorganisation de la production" au moyen de transports de dossiers, séquestration de patrons ou de matériel.

Ces savantes manoeuvres permettent à la fois d'enterrer la lutte, en créant entre les travailleurs des forteresses rebaptisées "la seule voie : la lutte", et de redorer le blason d'une fraction syndicale après l'autre.

Peut-être demain verrons-nous les syndicats dénoncer la violence de l'Etat, mettre en place à leur façon la grève générale et des actions dures.

Mais n'oublions pas que derrière ce verbiage, leur vrai langage c'est celui tenu face à la bourgeoisie : "Nous avons tout fait pour éviter des affrontements violents...".

Et l'"Expansion" de déclarer : "L'enjeu est lourd, et seuls les inconscients peuvent se réjouir d'une désorganisation durable."

M.O.

GREVE DES AIGUILLEURS : UNE LUTTE DE LA CLASSE OUVRIERE

●La grève des aiguilleurs du ciel en France, à Athis Mons, à Aix, à Bordeaux dure depuis bientôt deux mois. Déjà en règle générale, la bourgeoisie a horreur des grèves : elles mettent en péril le bon fonctionnement de l'économie nationale, elles attentent à ses profits. Mais la grève des aiguilleurs du ciel a porté son indignation à son comble : une "grève de riches", titre la presse de Mr Hersant. C'est une "grève scandaleuse"; les aiguilleurs "font joujou", déclare Mr Stoléru qui s'y connaît en matière d'exploités, lui qui s'est spécialisé dans les mesures anti-immigrés et dans l'expulsion de ceux-ci.

Pour la bourgeoisie, les aiguilleurs du ciel sont déjà bien trop payés. Elle n'a cessé de nous le dire pendant tout ce conflit. Comme "l'Avare" de Molière angoissé par sa cassette", son coeur, son sang, sa vie", ça lui arrache le coeur d'être obligée de débourser, "tant" d'argent (1). Mais que les aiguilleurs du ciel se permettent par dessus le marché de se mettre en grève, là c'en est trop.

Aussi a-t-elle été tentée d'orchestrer avec plus de vigueur que d'habitude, une campagne contre la grève des aiguilleurs du ciel. Dans sa presse, à la radio, à la télé, elle s'est longuement attardée sur le caractère privilégié des aiguilleurs du ciel qui gagnent bien plus que tant d'autres.

Mais qui sont les aiguilleurs du ciel? Des "privilégiés", comme nous le dit la bourgeoisie, une partie d'elle-même en quelque sorte, ou bien font-ils partie des exploités? Par leurs conditions de vie et de travail, les aiguilleurs du ciel partagent le lot commun de la classe ouvrière toute entière ; c'est l'asservissement complet de leur vie aux conditions de leur travail : horaires décalés, travail de nuit, équipes, etc. La loi qui fixe le montant de leur salaire est la même que pour l'ensemble de la classe ouvrière. La fatigue nerveuse énorme que leur travail engendre fait que ce sont surtout des jeunes qui l'assurent, et leur salaire, en grande partie versé sous forme de primes, doit servir à assurer plus tard leur vie quand ils seront trop vieux pour continuer ce travail.

Avec les développements de la crise, les conditions de travail des aiguilleurs ont partout empiré : baisse des effectifs, appareillages déficients. "De juillet à septembre on a dénombré 300 pannes de téléphone, 387 de radio (...), 111 de radars, 82 d'ordinateurs" ; "nous sommes déjà en déficit de 64 contrôleurs alors que le trafic a augmenté de 5 % en 79". (2)

Dans cette situation, les aiguilleurs ont engagé la lutte, défendant leurs intérêts immédiats. *L'Etat a, au départ*, refusé toute concession aux aiguilleurs du ciel. Il a assorti sa campagne de dénigrement d'un battage sur les pertes des compagnies d'aviation, des agences de voyage du tourisme français causées par cette grève, alors que la crise économique de son système aligne chaque jour les chiffres de ses déficits ; il a fait son habituel chantage au chômage : "On ne joue pas avec l'emploi des autres" a encore déclaré M. Stoléru, alors que la crise jette quotidiennement des centaines d'ouvriers au chômage. Il a assorti son attitude générale de sanctions contre une trentaine d'aiguilleurs.

Mais les aiguilleurs n'ont pas tenu compte de ce langage. "On nous demande de gérer la pénurie. C'est ce que nous refusons." (2). Poursuivant leur lutte, répondant aux sanctions de l'Etat par une détermination encore plus grande, ne tenant compte ni des besoins de la crise économique, ni des nécessités du capital national, les aiguilleurs se sont placés résolument sur un terrain de classe. Leur lutte s'est inscrite dans la réponse de l'ensemble de la classe ouvrière contre les attaques que lui fait subir la crise du système capitaliste et qui ouvre la voie de la lutte contre le système lui-même.

Face à la crise, ce sont aujourd'hui *tous les secteurs de la classe ouvrière* qui entrent peu à peu en mouvement: des ouvriers brésiliens aux ouvriers indiens, des métallurgistes anglais aux sidérurgistes en France, des immigrés aux aiguilleurs du ciel. Dans la lutte qu'elle engage contre les attaques de la crise, la classe ouvrière crée les conditions du dépassement des divisions par secteurs, par catégories, par nations que lui impose la bourgeoisie. C'est dans cette lutte qu'elle peut trouver et créer l'unité de son être et de son combat contre l'ordre bourgeois. Elle ne doit pas se laisser prendre par les salades que la bourgeoisie lui sert sur les différences et les "privilèges" d'une fraction de la classe ou d'une autre, car la bourgeoisie, se sentant menacée, fera tout pour diviser les rangs de son ennemi mortel.

C.N.

(1) Un exemple de cet état d'esprit nous a été donné dernièrement, par le PDG d'Alsthom qui déclarait sans honte au "Monde" que les informations étaient mauvaises, les ouvriers de son entreprise ne gagnaient pas 2.250 francs minimum mais bien... 2.580 !

(2) Déclarations d'aiguilleurs d'Aix en Provence. "Le Monde" du 1/12/79.

travailleurs immigres : SAVOIR TIRER LES LEÇONS DES ECHECS

●C'est avec acharnement que la bourgeoisie multiplie, ces derniers mois, les procès, les saisies-arrêts sur salaire, les détentions et expulsions arbitraires, les contrôles de police et les charges de flics contre les résidents, et qu'elle se donne aujourd'hui avec ses lois crapuleuses (lois Bonnet-Stoléru) les moyens d'intensifier son attaque.

Mais, alors que la bourgeoisie a tout fait pour faire lâcher prise aux immigrés, la manifestation du 1er décembre, que ce soit par le contenu des slogans et des nombreuses interventions orales, par sa capacité à s'adjoindre de plus en plus de travailleurs au fur et à mesure de son parcours, ou par sa large ouverture aux organisations politiques qui fait suite à une longue phase de repli méfiant dans l'apolitisme, cette manifestation a montré une force qui n'est pas la force spectaculaire des défilés rassemblant plusieurs dizaines de milliers de personnes, mais la force plus discrète mais bien plus efficace de la conscience de classe qui fait son chemin. Même si cette manifestation qui s'est déroulée dans les conditions les plus défavorables, après cinq années de lutte mais aussi d'isolement, n'avait pas l'ampleur des précédentes et exprimait la fin d'une époque.

Mais, ce faisant, elle exprimait le futur proche d'une autre époque...

Le 1er décembre, les prises de parole de la manifestation martelaient toutes le même point :

"Face à la crise économique, la bourgeoisie s'est d'abord attaqué à la fraction de la classe ouvrière la plus faible ; mais la crise s'approfondit chaque jour plus et touche des fractions de plus en plus larges de la classe ouvrière".

"Les mesures Bonnet-Stoléru, ne sont pas seulement des lois anti-immigrés mais des lois contre tous les ouvriers, qu'ils soient français ou étrangers et en attaquant une partie des travailleurs, c'est en fait toute la classe ouvrière que l'Etat cherche à baillonner."

C'est cette conscience politique qu'ont les immigrés d'être une partie de la classe ouvrière et de ne trouver une issue à leur lutte, une satisfaction à leurs revendications que par la mobilisation la plus large de tous les ouvriers, qui leur permet de comprendre et d'affirmer, comme ils l'exprimaient justement le 1er décembre, que les féroces conditions d'exploitation que la bourgeoisie a d'abord imposées aux immigrés, c'est à l'ensemble des ouvriers français qu'elle tente maintenant de l'imposer. A des ouvriers qui, après de longues années d'illusions électoralistes, d'illusions sur une fin possible de la crise par des voies pacifistes, ont repris le chemin de la lutte de classe.

Ces déclarations exprimaient une prise de conscience bien supérieure à celle de l'ensemble de la classe ouvrière. Et c'est parce que, depuis longtemps, ils s'étaient affrontés directement aux syndicats et à la gauche que les ouvriers immigrés avaient acquis ce niveau de conscience.

De nouvelles perspectives s'ouvrent maintenant aux immigrés, les conditions d'une réelle solidarité pour une riposte unitaire, au delà des divisions raciales, se développent.

C'est cette nouvelle période prometteuse que, par sa force et sa vie, la manifestation du 1er décembre a aussi exprimée.

G.N.

CHOMAGE... *SUITE DE LA P.1*

gie est bien loin d'être le seul secteur névralgique dans l'industrie. La plus importante firme britannique d'industrie chimique, Imperial Chemical Industries (I.C.I.) prévoit une réduction de 25 % de ses effectifs dans la branche de fabrication des fibres synthétiques. En France, 600 postes de travail dans la chimie doivent être supprimés pour une filiale de Pechiney-Ugine-Kuhlmann.

La fragilité économique de certains Etat européens ou de certains secteurs dans la concurrence mondiale accrue pourrait sembler suffire à expliquer l'extension du chômage. Ne voit-on pas des pays comme la Grande-Bretagne ou la France particulièrement touchés par des licenciements massifs ?

En France, par exemple, où en avril 1979, l'augmentation annuelle du chômage atteignait une pointe de 21 % et où le taux de son accroissement annuel reste aujourd'hui encore de 11 %, l'INSEE prévoyait il y a peu de temps deux millions et demi de chômeurs pour 1985; il apparaît que ce chiffre risque d'être atteint et dépassé d'ici un ou deux ans.

En fait, ce ne sont plus seulement des secteurs anachroniques de l'économie ou de petites entreprises qui sont touchés mais des secteurs importants employant un grand nombre de salariés. Mais ce n'est même plus seulement dans la sidérurgie, l'industrie textile, la pétrochimie ou encore la construction navale (où l'OCDE prévoit pour 1980 une croissance nulle de l'activité des chantiers), où se manifeste depuis quelques années déjà un net rétrecissement des débouchés ou un ralentissement de l'activité, que les licenciements s'étendent.

Mais ce n'est même plus seulement dans les Etats les plus faibles dans la concurrence que le chômage se développe. Il ne s'agit plus seulement de l'élimination des "canards boîteux" de l'économie ou du soutien d'Etats au bord de la banqueroute. La "rationalisation" atteint maintenant les "secteurs de pointe" de l'économie, le coeur même de l'activité la plus industrieuse où ces lois de la concurrence, en exigeant un maximum de rentabilisation, entraînent ce que les capitalistes *eux-mêmes appellent* "de gros sacrifices". Ce sont aujourd'hui les plus grands trusts mondiaux qui se mettent à boîter et à qui on réclame aussi, sous l'infecte dénomination "d'opérations de dégraissage", l'amputation d'une "main-d'oeuvre inutile".

Il s'agit aussi d'une récession qui touche en premier lieu, la première puissance industrielle du monde, les Etats-Unis. Ce sont autant d'expressions du caractère mondial de la crise mais aussi de l'ampleur et de la gravité de la situation économique. Les licenciements auxquels on procède dans deux des trois Etats qui représentent le mieux la puissance économique : les Etats-Unis et la RFA sont particulièrement significatifs dans la mesure où ils sont effectués en priorité dans deux secteurs qui eux aussi sont des symboles pour le capitalisme actuel : l'automobile et l'électronique où l'on trouve les meilleurs modèles de productivité et donc des "modèles" de l'exploitation. C'est un travailleur sur sept dans l'industrie automobile aux Etats-Unis (45 % du marché mondial dans ce secteur qui concentre 10 % de la classe ouvrière américaine) qui vient d'être mis au chômage en l'espace d'un mois : 100.000 ouvriers en chômage pour "une durée indéterminée", 40.000 autres "temporairement" mis à pied. Et cette "compression" affecte exclusivement les trois "géants" dont les ventes ont spectaculairement baissé en 1979 (- 21,08 % chez General Motors qui a prévu la mise en chômage de 11.000 personnes supplémentaires début 80; - 24,3 % pour Ford où seulement quatre usines sur quinze restent en activité; - 32,6 % à Chrysler).

Mais le même phénomène se retrouve en RFA ou Volkswagen a supprimé 25.000 emplois ces dernières années, tandis que 16.000 ouvriers viennent d'être mis en chômage partiel et que Ford-Allemagne procédait à la réduction de 12.000 emplois.

Les exportations d'automobiles ont spectaculairement fléchi : 6,8 % en Fance qui a été pourtant un des exportateurs les plus résistants; mais aux USA, à l'heure de la crise, c'est une "reconversion déchirante" qui est nécessaire vers des cylindrées beaucoup plus réduites pour pouvoir percer sur le marché mondial.

Face au caractère impitoyable de la concurrence dans ce secteur, les plus faibles auront du mal à survivre : après avoir éliminé 18.000 travailleurs, ce sont aujourd'hui 25.000 suppressions d'emploi supplémentaires qui sont visées par le plan de restructuration de British Leyland qui va devoir fermer plusieurs usines. Rolls-Royce agonise; perte d'emploi pour 2.500 personnes à Renault véhicules industriels (RVI); Peugeot prévoit la liquidation de 20 de se ses 45 usines...

On assiste à un phénomène de concentration inévitable de plus en plus fort que les "experts" expriment clairement, tel celui qui déclarait au "Matin de Paris" : "D'ici dix ans, il ne restera en Europe que deux ou trois grands de l'automobile. Il est donc urgent pour chacun de rentabiliser ses atouts". La bataille est déjà bien engagée : Peugeot a absorbé Chrysler-France et a fait de Citroën son "associé", Ford a racheté Mazda, Talbot est en train d'avaler Daf-Trucks, Honda et Toyota se disputent British-Leyland, Renault a acquis 20 % de participation dans la construction des voitures de tourisme Volvo et est en passe de prendre une part majoritaire (22,5 %) dans American Motors, et lorgne de plus en plus vers Fiat.

Dans une industrie qui met en jeu une énorme concentration ouvrière, on peut prévoir les conséquences des bouleversements en cours et les implications économiques et sociales que pourraient représenter l'élimination de British Leyland en Grande-Bretagne, de Volvo en Suède, ou encore de la Fiat en Italie.

Les Etats ne peuvent dans ces conditions rester indifférents : le gouvernement Carter a accordé un milliard de subventions à Chrysler pour aider sa "reconversion" sur le marché intérieur américain, l'Etat allemand prend une emprise accrue sur Volkswagen, le gouvernement français fournit une aide substantielle non seulement à Renault mais aussi à Peugeot. Et chaque Etat pousse d'autant plus la "rationalisation" des effectifs, de la productivité et... des salaires : ainsi, à la Régie Renault de Billancourt depuis quelque temps, les départs ne sont pas comblés et l'effectif diminue régulièrement d'un millier chaque année, les hausses salariales sont de plus en plus contrôlées et dans les usines de la région parisienne, on envisage une pré-retraite à 57 ans qui supprimerait de 4 à 5.000 emplois.

Mais la même situation commence à apparaître dans le secteur du matériel électrique, électronique et électroménager : il est marquant de voir le second groupe allemand, AEG-Telefunken, contraint d'aménager un plan de sauvetage drastique comportant le licenciement de 13.000 personnes (10 % de l'effectif du groupe) après en avoir déjà "éliminé" 6.000 en 1979. Mais la menace de faillite n'est pas encore écartée malgré le soutien des banques nationales : après un déficit de l'ordre de 350 millions de francs, celui de 79 s'annonce comme dépassant deux milliards; une baisse de ventes de 15 % par an. D'ores et déjà, Thomson-Brandt et Hitachi s'apprêtent à se disputer son rachat.

Un autre fait donne également la mesure de l'accentuation du chômage qui se prépare, c'est que désormais plus aucun secteur d'activité ne se trouve à l'abri du chômage : la suppression de 40.000 emplois de fonctionnaires étudiée par le gouvernement Thatcher en Grande-Bretagne est une "expérience" dont la généralisation est prévisible à terme en Europe.

Une telle extension du chômage ne peut manquer d'avoir des implications énormes sur les conditions de vie de la classe, à l'heure où on trouve un tel afflux de chômeurs, aucune structure d'aide publique n'existe dans de nombreux pays. Mais même là où elles avaient été mises en place, ces structures ont très vite craqué devant le développement du chômage. Ainsi, la convention signée en mars dernier entre la plupart des syndicats, le patronat et le gouvernement, mettait fin au bref régime de l'indemnisation à 90 % pour les licenciements économiques.

Mais aujourd'hui, tout en faisant porter l'augmentation des charges de chômage sur l'ensemble des salariés et à l'heure où les ANPE commencent à licencier leur personnel, la bourgeoisie prépare un ensemble de mesures dans les prochains mois contre les chômeurs : suppression de l'aide publique pour les chômeurs ayant atteint trois ans de "secours" (à 10 F par jour!et alors que déjà aujourd'hui près de 400.000 chômeurs -un sur quatre- sont au chômage depuis plus d'un an), perte du bénéfice de la sécurité sociale, perte de l'allocation chômage pour tout travailleur ayant accompli un travail d'intérimaire. D'autres mesures encore doivent suivre cette même voie : la bourgeoisie doit éliminer les charges économiques trop lourdes du chômage.

De plus en plus menacée par la faillite de tout son système d'exploitation, la bourgeoisie n'a maintenant d'autre possibilité -ce qui ne fera que retarder son écroulement- que de généraliser dans tous les secteurs les "restructurations" et les "rationalisations", de généraliser en même temps le chômage dans la classe ouvrière.

Salariés sous la menace constante du chômage et des compressions du niveau de vie, chômeurs privés de plus en plus de ressources et de moyens de subsistance, ne vivent pas dans des mondes distincts. Mesures prises contre les ouvriers et contre les chômeurs sont les résultats d'une même attaque contre l'ensemble de la classe ouvrière aujourd'hui. Face à l'accentuation de cette attaque frontale et généralisée, le seul recours est le même pour tous : l'extension de la lutte au delà des séparations catégorielles, corporatistes ou nationales que multiplie la bourgeoisie.

Y.D.

GRANDE-BRETAGNE

CHOMAGE A BRITISH STEEL

●Nous ne sommes pas en 1929, mais il est vrai que le spectre du chômage généralisé déjà se profile. De tous les pays industrialisés, la Grande-Bretagne est sans doute celui où le spectre commence à être une réalité présente. L'exemple britannique, celui d'un pays faisant partie des grandes puissances économiques, a, pour cette raison même, une forte valeur annonciatrice pour la classe ouvrière mondiale de ce que l'accélération de la crise capitaliste promet. Au Royaume-Uni, rien que pour les derniers mois, ce sont plusieurs plans de contraction d'activité et de fermeture d'usines qui ont été successivement annoncés, affectant, après la construction navale, des secteurs de plus en plus vitaux de l'économie, devant nécessairement se traduire par les prévisions de licenciements massifs, jusqu'ici, encore, sans précédent depuis la dernière guerre :

- 25.000 planifiés à la British Leyland (le "Renault" britannique, en quelque sorte) ;
- 20.000 envisagés au centre sidérurgique de Corby (alors que celui de Bilston a déjà été fermé -du temps que le Parti Travailliste était au gouvernement- et que la menace de fermeture est également pendue sur celui de Shotton;-52.000 en tout sont à l'étude au plan de l'ensemble de la sidérurgie) ;
- 40.000 tout récemment prévus par Mme Thatcher chez les fonctionnaires (venant au reste augmenter Les 20 000 déjà effectués depuis le changement de gouvernement).

A cela il faut encore ajouter la forte tension sur l'activité des charbonnages et les mesures de restriction de l'immigration. Tout cela, enfin, situé dans un bain général de rigoureuse austérité, bien plus forte qu'en France, par exemple, où elle n'est déjà pas légère.

Le chômage, à part la guerre, est l'expression la plus dramatique de la condition ouvrière.

En Grande-Bretagne, le chômage est devenu la hantise centrale de tout le prolétariat. Cela se pose dans des termes très clairs : les mineurs de charbon, par exemple, tout en se voyant contraints de revendiquer pour le rattrapage de leurs salaires, en retard de plus de 20 % sur le rythme de l'inflation, craignent que leur exigence, pourtant normale, n'incite les pouvoirs économiques à acheter le coke à coût plus avantageux de l'étranger, ce qui se traduirait nécessairement, pour les mineurs, par des compressions d'activité et d'emplois ; par contre, ce même coke "bon marché" est absolument nécessaire pour que les acieries britanniques maintiennent un minimum d'activité, pour que les licenciements n'y soient pas plus importants qu'ils ne le sont déjà. En Grande-Bretagne, le capital énonce déjà ainsi la question pour la classe ouvrière : pour éviter le chômage...il faut consentir des licenciements. Pour ne pas crever de faim...il faut crever de faim. D'où un certain désarroi présent chez les ouvriers, dont la vision de la crise demeure, malgré tout encore, en-deça de son ampleur réelle.

lutter comme classe

Face à une crise qui est réellement l'expression de la faillite historique du capitalisme, il n'est pas seulement suffisant que les ouvriers résistent, comme, en Grande-Bretagne, les ouvriers, aujourd'hui, résistent aux charbonnages, aux acieries, dans le transport d'essence, dans le secteur de la santé...Il faut encore que les ouvriers luttent COMME CLASSE. Dès aujourd'hui, l'efficience réelle des luttes ouvrières, contre l'austérité et le chômage, est liée à l'affirmation du caractère de classe des luttes ; moins ce caractère s'affirme, plus la bourgeoisie est en mesure de convaincre les ouvriers atomisés de l'irremplaçabilité de son "réalisme politique" de misère. Plus la lutte ouvrière va dans le sens de "Longwy", "Denain", "Rotterdam"... moins des choses comme l'acceptation de 25.000 mises à la porte par des ouvriers de British Leyland sont possibles (licenciements qui n'éviteront même pas d'autres futurs).

Plus la lutte va dans le sens de "Corby", moins ce qui s'est passé à Bilston est réalisable, où le centre a été fermé faute d'une lutte véritable.

Le caractère de classe de la lutte ouvrière passe par la capacité d'auto-organisation, d'élargissement et de généralisation des luttes, en dépit des lois patronales et étatiques coercitives. C'est possible, "Longwy", "Rotterdam", le Brésil, en ont montré la voie. "Corby" a seulement commencé à s'engager. Comme ailleurs, la lutte à "Corby" a trouvé devant elle un obstacle à son vrai développement : les syndicats, et des syndicats dans l'opposition institutionnelle.

Nous voulons maintenant illustrer cette réalité des syndicats comme obstacle à la lutte par la citation d'extraits de deux tracts d'intervention des camarades de notre section en Grande-Bretagne (World Revolution) à Corby. En septembre, à Corby, les syndicats, tout en négociant 5.500 emplois avec la direction étatisée de la sidérurgie britannique, ont maté, aidés par 1.000 policiers, une forte manifestation ouvrière indépendante.

TRACTS DIFFUSES A 'british steel'

1er tract

"(...) En quoi a consisté l'attitude des syndicats à Corby ?

• Lorsque British Steel (B.S.) a annoncé son intention de fermer Corby et Shotton, ils ont envoyé des délégués aux bureaux de la direction et de la centrale syndicale;

• Lorsque vous êtes allés à l'assemblée générale du 20 juillet, eux et les délégués d'ateliers (shop-stewards) vous ont bombardé de mots d'ordre et de résolutions. En fait, on voulait vous persuader de devoir demander un permis de grève à la centrale;

• Quand, à 10.000, vous avez puisamment défilé à travers Corby, les syndicats sont venus vous dire que la centrale pouvait vous aider mais qu'il fallait l'y pousser fort.

Etait-ce autre chose qu'une façon de vous dire : restez tranquilles ? Partout les syndicats aident les patrons à aménager les restrictions et les réductions de salaires ; à mener la vie plus dure aux ouvriers. Ils crient : "à la grève !", quand les ouvriers la font déjà. Puis ils l'écrasent en la prenant en charge. Souvent les délégués d'ateliers paraissent plus battants que les permanents syndicaux mais tout ce qu'ils font va dans le sens des syndicats. Ils installent une maladie qui peut tuer les efforts des ouvriers pour empêcher les fermetures d'usines et les licenciements, parce qu'ils cherchent à imposer leur contrôle sur la lutte et à la pousser dans des impasses : dilution de la volonté combative, appel à l'arbitrage de l'Etat ; en faisant tout leur possible pour pousser les syndicats à lutter avec les ouvriers."

SUITE P.4

ANNEES 80

SUITE DE LA P.1

Aujourd'hui toutes ces mesures ne sont plus suffisantes pour continuer à retarder plus l'échéance : c'est de plein fouet que la crise vient frapper l'économie mondiale, et même les pays les plus puissants ne peuvent plus en masquer les effets profonds. C'est avec une puissance longtemps contenue que la crise creuse aujourd'hui les contradictions du capitalisme et sape les bases de la production.

Les organismes économiques internationaux tels que l'OCDE ne cachent plus leur pessimisme. Plus aucune fraction dominante de la bourgeoisie n'a d'illusion sur la possibilité de voir le "bout du tunnel" dans les prochaines années; plus personne n'ose aujourd'hui prévoir des "lendemains qui chantent". Finis les rêves de prospérité des années de reconstruction de l'après-guerre, fini le rêve d'une crise qui ne serait que passagère, c'est le cauchemar d'une crise pour laquelle la seule solution économique que peut proposer la bourgeoisie c'est la guerre mondiale.

C'est de cette réalité que la bourgeoisie a aujourd'hui pris conscience. La classe dominante, face à la crise qui tend à prendre ouvertement des allures de catastrophe, comprend que son seul recours, pour maintenir sa survie et sa domination de classe, c'est la guerre impérialiste généralisée. Là réside l'explication de l'intensification des politiques militaristes de ces derniers mois. La fuite en avant de la bourgeoisie devant la crise, c'est la marche vers la guerre.

Mais si la bourgeoisie est aujourd'hui obligée d'ouvrir les yeux devant la faillite de son système économique et en conséquence s'engage plus résolument dans le chemin de la guerre impérialiste, ce chemin est encore barré par un obstacle de taille : le prolétariat.

Pour que la bourgeoisie puisse faire la guerre, il faut non seulement qu'elle le veuille, mais aussi qu'elle le puisse. En effet, la condition principale à remplir pour permettre la guerre est, pour la bourgeoisie, d'avoir la certitude que la population en général et le prolétariat en particulier acceptent cette guerre. Ce que la bourgeoisie craint en effet par dessus tout, ce n'est pas la guerre impérialiste qui peut lui permettre d'assurer sa survie, c'est la solution politique que le prolétariat met en avant face à la crise du capital : la Révolution communiste,qui met fin définitivement à la crise capitaliste en mettant fin au capitalisme lui-même.

En même temps que la classe dominante prend conscience que la guerre est la seule issue, en même temps elle prend conscience que pour réaliser son objectif, elle doit d'abord entraîner le prolétariat sur le terrain du chauvinisme, de la défense nationale. La bourgeoisie veut être sûre que les armes qu'elle va distribuer pour faire "sa"guerre, ne se retourneront pas contre elle comme en 1871, comme en 1917.

Pour parvenir à cela, la classe dominante n'a rien à offrir d'autre que le mensonge de la propagande et la matraque de la répression, de manière à faire accepter encore plus de misère, encore plus de sacrifices. Le but de toutes les campagnes de propagande guerrière qui culminent aujourd'hui avec l'hystérie anti-iranienne aux Etats-Unis est de mobiliser le prolétariat derrière le drapeau national en créant une psychose de guerre, un sentiment national d'insécurité, face auquel tout le monde est appelé à se serrer les coudes et la ceinture pour le plus grand bien de l'Amérique. Au travers de la campagne sur la prise d'otages de Téhéran, la bourgeoisie vise un double but :

- d'une part, en déclarant ostensiblement que la crise pousse vers la guerre, que le prix du pétrole est responsable de la crise, les capitalistes reportent la responsabilité de cette guerre non pas sur les contradictions internes du capitalisme,mais sur l'ennemi extérieur,en l'occurrence les "foules fanatisées par l'Islam". La bourgeoisie américaine teste ainsi, après les déboires du Vietnam, sa capacité d'entraîner la population américaine dans le soutien à une intervention militaire, dans la participation à un troisième conflit impérialiste mondial ;

- d'autre part, en créant ce sentiment d'état de siège, cette psychose d'agression, en faisant croire que du point de vue militaire, le bloc de l'est est le plus puissant, en faisant croire que les pays producteurs de pétrole (particulièrement les arabes !!) sont responsables du marasme économique, la bourgeoisie occidentale tente de faire accepter un programme d'austérité encore plus draconien (programme énergétique de Carter) et une augmentation du programme militaire. Cette politique se traduit par une attaque encore plus sévère contre le niveau de vie du prolétariat.

Ce que la bourgeoisie a compris ces derniers temps, c'est qu'elle ne peut trouver sa survie que dans la guerre généralisée, mais que la route vers la guerre impérialiste est aujourd'hui barrée par le prolétariat. Pour la classe dominante, aller de manière plus décidée vers la guerre mondiale, cela veut dire surtout briser l'obstacle qui se dresse devant elle, briser la résistance du prolétariat.

CE QUE LE PROLETARIAT DOIT COMPRENDRE

Mais pour le prolétariat aussi, les années 70 ont été des années d'illusions. Après la reprise internationale du prolétariat à la fin des années 60 et au début des années 70, la fin des années 70 a été marquée par l'offensive bourgeoise qui sous les auspices de la gauche partout dans le monde a empoisonné la conscience ouvrière avec le mythe de la démocratie, des élections, etc.

Pendant des années, l'illusion d'une meilleure gestion du capital par la gauche au pouvoir, l'illusion d'un mauvais moment à passer mais qu'après,tout irait mieux, s'estompe. Qui peut croire que la crise actuelle puisse simplement être résorbée par une gestion plus adéquate, même de gauche ? Même la bourgeoisie n'ose plus affirmer que demain sera meilleur; au contraire, ce que la bourgeoisie nous annonce aujourd'hui, c'est le spectre de la guerre, du chômage, d'une austérité draconienne du "sang et des larmes" comme Churchill avant la 2ème guerre mondiale.

L'érosion de ces mystifications face aux coups redoublés de la crise pousse le prolétariat sur le seul chemin qui lui reste : la lutte de classe. En 1979, les grèves en Iran, en Grande-Bretagne, à Longwy, à Rotterdam, dans le Limbourg, au Brésil, au Vénézuéla, etc.,sont autant de signes du renouveau de combativité du prolétariat, autant d'indices de la force de la vague de luttes qui s'annonce aujourd'hui.

C'est parce qu'elle ne pouvait plus assurer sa tâche d'encadrement du prolétariat en étant au pouvoir que la gauche de l'appareil politique de la bourgeoisie se précipite aujourd'hui dans l'opposition afin d'enrayer dans l'oeuf la combativité accrue des ouvriers. Elle va tenter chaque fois de dévoyer les luttes ouvrières sur le terrain de la défense nationale, comme le fait le PCF en France par exemple,en appelant les sidérurgistes à défendre "l'acier français" et les mineurs,le "charbon français".

Aujourd'hui, de plus en plus, ce n'est plus tant au nom de la défense de sa compétitivité que la bourgeoisie appelle le prolétariat à se serrer la ceinture, c'est pour préparer la guerre. C'est directement sur le terrain du nationalisme le plus belliciste, le plus putride, sur le terrain du chauvinisme qu'elle essaie d'entraîner le prolétariat. La campagne actuelle sur l'Iran est à cet égard particulièrement significative (voir article sur l'Iran dans ce numéro).

Malheureusement pour la bourgeoisie et heureusement pour nous, le prolétariat mondial aujourd'hui n'est pas dans le même état de faiblesse que durant les années 30, pendant lesquelles, sans réaction significative, le prolétariat s'était laissé bercer et abuser par les chants guerriers de la bourgeoisie et était parti au massacre. Même si,localement,il peut être entraîné dans la guerre comme en Indochine, ou momentanément subir le poids de l'hystérie chauvine, le prolétariat d'aujourd'hui n'est pas prêt globalement à accepter la guerre mondiale. Les luttes de résistance de la classe ouvrière face à la morsure de l'austérité qui vont en s'intensifiant, le relativement faible impact de l'idéologie de la guerre sous la forme de la défense des droits de l'homme, montre que le prolétariat globalement n'adhère pas aux objectifs guerriers de la bourgeoisie. Un prolétariat qui n'accepte pas de se serrer la ceinture au nom de l'austérité est encore moins prêt à sacrifier sa vie sur l'autel de la sacro-sainte défense de la nation.

Avec la perspective catastrophique de la crise (la bourgeoisie française peut ainsi prévoir un doublement du chômage dans les années qui viennent), c'est à une attaque draconienne du niveau de vie ouvrier à laquelle nous allons assister. Ce que nous avons vu jusqu'à maintenant n'était rien comparé à ce que la bourgeoisie prépare comme austérité.

Face à une nouvelle génération de prolétaires qui n'ont pas connu la défaite, l'approfondissement de la crise se charge de révéler la nature mystificatrice des illusions que sème la bourgeoisie : élections, parlementarisme, luttes de libération nationale, nature socialiste des pays de l'est, etc., renforçant ainsi la conscience de la classe ouvrière.

Les gouvernements de tous les pays connaissent bien cette situation et c'est avec une inquiétude de plus en plus marquée qu'ils contemplent l'horizon des années 80 qui va révéler bien des tourments à la classe dominante; et l'angoisse majeure de la bourgeoisie, c'est de voir ressurgir un prolétariat révolutionnaire qui pose sa candidature à l'histoire et prononce la fin de la domination bourgeoise.

C'est pour cela que la classe dominante accentue aujourd'hui sa pression idéologique vers la guerre et réorganise ses structures d'encadrement du prolétariat (la gauche dans l'opposition), pour enrayer, devoyer, sur le terrain nationaliste, sur le terrain de la guerre, le mécontentement croissant du prolétariat.

Le prolétariat mondial doit comprendre l'enjeu des luttes qui vont se mener dans la période qui vient. Sur ses épaules repose la responsabilité historique du devenir de l'humanité, plus que jamais l'alternative : guerre ou révolution va apparaître de manière éclatante.

La bourgeoisie a déjà annoncé la couleur, la guerre ; au prolétariat de mettre en avant la sienne : la Révolution communiste. Mais cela il ne pourra le faire qu'en menant une lutte acharnée contre toutes les attaques bourgeoises quelles que soient les justifications que tous les capitalistes peuvent donner.

Ce n'est pas par humanisme que le prolétariat s'oppose à la guerre impérialiste, mais pour défendre ses intérêts de classe, pour défendre son niveau de vie.

La guerre est la pire des attaques contre les conditions de vie ouvrières, celle où le sacrifice exigé est celui de la vie elle-même. C'est en s'opposant à toutes les mesures d'austérité que le prolétariat freine les préparatifs de guerre de la bourgeoisie.

Jusqu'à présent, le prolétariat a constitué un frein passif vis-à-vis de la tendance de la bourgeoisie vers la guerre, mais aujourd'hui, face aux développements catastrophiques de la crise, face à l'accélération de la course du capitalisme vers un holocauste mondial, ce sera de moins en moins suffisant. Les luttes ouvrières d'aujourd'hui sont le début d'une remontée de la conscience prolétarienne, l'avenir de l'humanité dépend de la capacité du prolétariat à déjouer les pièges du nationalisme de la bourgeoisie, à réaffirmer sa détermination à ne pas accepter les sacrifices qu'on lui demande.

Les années 80 s'annoncent comme celles de l'affrontement décisif entre prolétariat et bourgeoisie. La bourgeoisie n'a plus à offrir que de belles paroles et de la mitraille, les illusions de la paix sociale sont terminées. Place à la guerre de classe pour faire disparaître de la terre le spectre de la guerre impérialiste.

J.J.

BRITISH STEEL

SUITE DE LA P.3

2ème tract

2ème TRACT (diffusé aux lendemains de l'annonce par British Steel du début du processus de fermeture à Corby à partir de janvier 1980. Cette annonce fut faite au terme d'une réunion de négociations après cette manifestation matée, évoquée plus haut) :

"OUVRIERS DE L'ACIER, DEFENDEZ-VOUS PAR VOUS-MEMES !"

"(...) LES SYNDICATS VOUS DISAIENT QU'IL ETAIT POSSIBLE DE RAISONNER LES PATRONS ET DE NEGOCIER.

Aujourd'hui, ils ont besoin de nouveaux mensonges :

. C'est un mensonge de vous dire que le contrôle des importations (d'acier) garantirait les emplois anglais. Dans chaque pays la gauche agite ce slogan nationaliste;

. C'est un mensonge de venir vous affirmer qu'il y a un droit au travail. La condition ouvrière c'est aussi bien avoir du boulot qu'être sur la paille du chômage";

. C'est un mensonge de prétendre que les travailleurs y gagneraient si les syndicats faisaient marcher Corby. Changer de patron n'est pas changer le système ou faire s'éloigner la crise."

Puis les camarades de W.R. de tracer le vrai cadre d'une lutte de classe aujourd'hui :

"Ouvriers,
Sidérurgistes : aucune confiance aux syndicats, au Parti Travailliste, au PC et aux gauchistes. Ne comptez que sur votre propre force et sur celle de tous les ouvriers.
Ouvriers,
Sidérurgistes : Appelez à une A.G. de toutes les usines, de tous les ateliers, de tous les travailleurs.
Faites grève, arrêtez la production :BS compte encore dessus. Ne vous enfermez pas dans Corby.
Envoyez des délégués à Shotton. Envoyez des délégués à Redcar. Envoyez des délégués auprès de tous les ouvriers de l'acier. Appelez tous les sidérurgistes à débrayer.
Envoyez des délégués auprès des autres ouvriers qui sont menacés de licenciements ou de mises à pied. Appelez partout les ouvriers à faire grève.
Ne laissez pas que les syndicats prennent en charge ces délégations. Les syndicats ne peuvent pas étendre les grèves.
Ne laissez pas les syndicats et les délégués s'emparer de la grève. C'est dans les assemblées générales que tous les ouvriers doivent prendre en charge la lutte!"

Mx

U.S.A., IRAN SUITE DE LA P.1

mentation des dépenses militaires (estimée à plus de 5%) pour le budget de l'Etat américain, et les dernières décisions de l'OTAN, éclairent les véritables intentions et l'orientation pour l'ensemble du bloc occidental que la bourgeoisie américaine face à une crise économique qu'elle voit aujourd'hui sans issue (2) a décidé de mettre en place en profitant des évènements d'Iran.

Que les évènements soient la "caution morale" et servent de couverture à cette politique et orientation guerrière est d'autant plus évident quand on sait que l'augmentation des dépenses militaires décidée dernièrement par l'adminsitration Carter n'est pas une simple augmentation des dépenses imposée par les évènements en Iran mais un plan militaire mûrement réfléchi dans une perspective clairement définie depuis plusieurs mois.

"La plupart des programmes arrêtés sont déjà connus. Il s'agit des nouveaux missiles stratégiques Mx, d'un sous-marin lance-missile Trident, d'un cinquième porte avion à propulsion nucléaire, enfin des missiles à installer en Europe.

Plus originale sera la force à déploiement rapide dont dès aout 77 les responsables militaires avaient fait adopter le principe... Au total "la "force à déploiement rapide" pourrait compter et dépasser les 100 000 hommes." ("Le Monde" du 14 décemebre).

On ne peut affirmer avec certitude que la bourgeoisie américaine ait provoqué elle-même, en pleine connaissance de cause, la prise d'otages du corps diplomatique à Téhéran, mais l'ensemble des informations que laisse filtrer la presse le laisse penser. De toutes façons, elle a sauté sur l'occasion et utilisé au maximum cet évènement dans un but déterminé.

LE BATTAGE GUERRIER

"La guerre est un meurtre méthodique, organisé, gigantesque. En vue d'un meurtre systématique, chez les hommes normalement constitués, il faut cependant d'abord produire une ivresse appropriée. C'est depuis toujours la méthode habituelle des belligérants. La bestialité des pensées et des sentiments doit correspondre à la bestialité de la pratique, elle doit la préparer et l'accompagner." (3)

Enoncée au début de la première guerre mondiale, quand pour mobiliser la classe ouvrière dans la guerre, la bourgeoisie européenne appelait à la "défense de la civilisation" contre la "barbarie de l'empire russe", cette vision conserve aujourd'hui toute sa vérité.

N'a-t-on pas vu ces dernières semaines la bourgeosie américaine susciter et orchestrer dans ce que l'on appelle "l'opinion publique" les sentiments et les idées les plus sordides à fort relent de racisme et de xénophobie belliciste. Campagnes nationalistes où l'aigreur et l'esprit étroit, borné, mesquin, des boutiquiers, glorieux porte-drapeaux de l'"orgueil" et de la "fierté nationale" sert de référence et tient le haut du pavé.

Tous les immenses moyens des médias, presse, télévision, radios, ont été totalement mobilisés pour créer une véritable psychose dans la population et faire le plus de publicité possible aux manifestations et actions nationalistes, surtout autour des campus des universités (il est interessant de noter que ce sont les universités les plus riches des USA) comme pour pouvoir dire "vous voyez, les mouvements contre la guerre qu'ont provoqué la guerre du Vietnam sont terminés, les étudiants eux-mêmes sont aujourd'hui de notre côté".

L'église aussi s'est mise de la partie ; elle qui est toujours prête à prêcher la paix en temps de paix, prêche aujourd'hui "L'union sacrée du peuple américain". Le dimanche, toutes les cloches valides aux U.S.A. carillonnent pour les "otages" de Téhéran. "Le sabre et le goupillon" ne sont pas prêts de divorcer.

Hier encore considéré comme un "mou" et un "minable" par une grande partie de l'opinion, Carter est devenu "l'homme de la situation".

LE BESOIN D'UNITE NATIONALE

Il serait absurde de croire que l'Iran puisse vraiment en imposer aux USA. Absurde de penser qu'un pays sous-développé pourrait mettre en difficulté la première puissance mondiale dont, de surcroît, il est complètement dépendant, particulièrement en ce qui concerne son équipement militaire et son approvisionnement alimentaire. Il n'y a guère que la sottise des gauchistes pour affirmer que la prise d'otages de Téhéran est un "acte anti-impérialiste".

Pour en être convaincu, il suffit de voir comment en acculant la bourgeoisie iranienne à une banqueroute totale, la bourgeoisie américaine a retourné la prise d'otages à son profit et s'en est servi pour ses propres visées.

"L'occupation de l'ambassade américaine est un "cadeau" que l'Iran a offert à M. Carter" (5) a d'ailleurs déclaré M. Bani Sadr quand il a été démissionné du poste de ministre des affaires étrangères d'Iran.

Que l'ensemble de la bourgeoisie occidentale ait voulu faire croire que le danger de guerre venait des menaces que font peser les "barbares", les "fanatiques", sur la "civilisation occidentale", cela fait partie de la même campagne et prend le relai de cet autre mythe qui attribue les causes de la crise mondiale du capitalisme à la crise du pétrole (6).

Le but de la bourgeoisie iranienne, qui a d'autres chats à fouetter à l'intérieur de ses propres frontières, n'était pas d'en imposer au capitalisme américain mais de recréer un minimum d'unité nationale face à une situation économique, politique et sociale catastrophique ; "unité nationale" que le vote unanime en faveur de la constitution aurait dû consacrer.

Le vote de la constitution iranienne a été le "secret révélé" des véritables intentions de la bourgeoisie iranienne comme les décisions de l'O.T.A.N. et l'augmentation du budget militaire des U.S.A. a été le "secret révélé" des véritables intentions des U.S.A. dans cette affaire.

Les problèmes auxquels la bourgeoisie iranienne a à faire face n'ont rien à voir avec des questions "mystiques" ou de "fanatisme religieux", etc., mais sont exactement du même ordre que les problèmes rencontrés par les autres bourgeoisies du monde -mais ici à un niveau caricatural. Sur le plan économique. par exemple : 50 % d'inflation, 40 % de chômage dans une situation où seulement 40 % du potentiel productif est utilisé (7)

"Il y a des situation, il arrive un moment où la bourgeoisie ne peut plus faire que des erreurs et chaque mesure qu'elle prend pour faire face à la situation se retourne contre elle" (Marx).

C'est ce qui est arrivé à la bourgeoisie iranienne. En voulant faire face à une situation catastrophique, la bourgeoisie iranienne s'est empêtrée dans une situation encore plus catastrophique.

- au niveau politique

La prise d'otages et ses conséquences internationales n'ont pas réussi à faire taire les conflits de cliques au sein de la bourgeoisie. Au contraire, ellesles ont envenimés. Des fractions de la bourgeoisie s'y sont opposées (comme l'ancien ministre des affaires étrangères, Bani Sadr), soit n'étaient pas d'accord sur le sens et l'utilisation à donner à cette prise d'otages.

L'échec du vote de la constitution et la "guerre des ayatollahs" est la meilleure illustration de cette situation. Alors que Khomeiny était censé faire l'unanimité dans l'"hystérie religieuse et anti-américaine", le vote de la constitution s'est soldé par une faible participation d'à peine 50 %. Il faut signaler ici, pour souligner l'importance des abstentions, que chaque personne qui votait, voyait ses pièces d'identité tamponnées. On peut s'imaginer les ennuis potentiels auxquels s'exposent les personnes qui n'ont pas sur leur pièce d'identité le témoin de leur "ferveur religieuse" et le gage de "bon citoyen".

- Au niveau social

Les conséquences de la prise d'otages et du battage anti-américain qui avaient en particulier le but d'essayer d'étouffer les luttes sociales dans l'"unité nationale" n'ont pas été exactement ce qu'en attendait la bourgeoisie iranienne. Les déclarations du ministre de l'économie et des finances, Bani Sadr, au moment où il a été démissionné de son poste de ministre des affaires étrangères, sont à ce propos fort éloquentes :

"Sur le plan intérieur, il est fâcheux, voire dangereux, d'obnubiler l'opinion, de la mobiliser sur une question unique, celle des otages. Les vrais problèmes, explosifs entre tous, mûrissent sans qu'on propose de solution : crise économique et financière, chômage, revendications sociales. Le jour où le chah quitterait les Etats-Unis, l'occupation de l'ambassade deviendrait sans objet et le pays se réveillerait alors au bord du gouffre. Déjà l'initiative des étudiants islamiques contribue à l'extension de l'anarchie : les administrations de l'Etat ne fonctionnent plus, les ouvriers ne se gênent plus pour prendre leurs patrons en otages ; le personnel de quatre banques a chassé ces derniers jours ses directeurs ; les employés de l'administration du ministère des affaires étrangères ont décidé récemment de ramener le statut des diplomates à leur niveau en réduisant d'office les traitements de ces derniers." (Le Monde 30 novembre 1979)

Les ouvriers, les chômeurs, les sans travail ont été la force décisive qui a fait basculer le régime du Shah. La bourgeoisie iranienne, et en particulier sa fraction religieuse, n'a fait que récolter les fruits d'une victoire qu'elle n'avait pas gagnée. Quoi qu'il en soit, aux USA comme en Iran, une telle campagne ne peut durer longtemps, jour après jour la réalité reprend ses droits. La réalité de la crise, de l'austérité et des licenciements, place les luttes ouvrières au coeur de la situation générale. Mais ce qui s'est passé aux USA et qui continue encore aujourd'hui nous aura donné une idée de ce que signifie une situation de guerre et fait un peu goûter à "ce climat de crime rituel, à cette atmosphère de pogromme, où le réel représentant de la dignité humaine est l'agent de police au coin de la rue." (4) comme le dit encore Rosa Luxembourg en décrivant la sinistre ambiance sociale qui présidait au début de la première guerre mondiale.

Prénat.

NOTES :

(1) : "Le Monde" du 14 décembre 79
(2) : Voir article dans la Revue Internationale n°20 : Sur la crise et la récession aux USA.
(3) : Rosa Luxembourg dans la "Junius Brochure" (p.72, editions "La Taupe")
(4) : idem p.54
(5) "Le Monde" du 30 novembre.
(6) : voir article dans la Revue Internationale n°19 : la "crise du pétrole "
(7) : "Newsweek" du 10 décembre.

U.R.S.S.: PENURIE ET INFLATION

● Les bourgeoisies de tous les pays dits de "l'Ouest" tirent tous la sonnette d'alarme de la crise les uns après les autres : les USA eux-mêmes relèvent leur taux d'intérêt, prévoient un taux d'inflation à deux chiffres pour 79, un taux de chômage stagnant autour de 7 %, une balance des paiements encore déficitaire (- 71,98 milliards de francs en 78), une baisse de productivité de 0,25 %, une exportation limitée (6,4 % du PNB en 78)...et ceci n'est qu'un tableau chiffré de la crise parmi beaucoup d'autres.

L'URSS, quant à elle, continue à afficher un tout autre tableau : un taux d'inflation de moins de 1 %, un taux de chômage nul, et, donc, une crise inexistante...

En fait, aucune fraction nationale de la bourgeoisie ne reconnaît volontiers son état de faiblesse : les chiffres officiels des USA par exemple ne sont là que dans un but bien précis : ils viennent à l'appui de toute une politique d'austérité qu'il faut faire accepter aux travailleurs sous le couvert de l'intérêt national et de la généralisation mondiale d'une telle situation. La technique de l'URSS est différente et tient compte de la faiblesse des partis ou syndicats-tampons entre l'Etat et les travailleurs : la bourgeoisie russe ne se caractérise que par le fait de cacher -ou, plutôt, de tenter de cacher- ce qui est une réalité mondiale : l'inflation, l'austérité, la préparation de la bourgeoisie à la guerre

Pourquoi parler d'inflation puisque, nous dirait-on, les prix de base fixés par l'Etat seraient les mêmes depuis 17 ans, les loyers depuis 50 ans, le gaz et l'électricité depuis 1949 ? Et, comme chacun sait, ce sont les prix qui sont avant tout significatifs de l'inflation...

D'autre part, nous dirait-on, il suffit de faire l'inventaire des sommes déposées dans les caisses d'épargne pour constater que les travailleurs ont largement les moyens de vivre puisqu'ils peuvent même se permettre d'épargner.

La réalité est bien loin de ces affirmations d'une logique toute gratuite, logique qui ne pourra bientôt plus impressionner que le stalinien le plus borné.

La "stabilité" des prix ?

Dans les faits, ce sont des heures d'attente dans le froid devant les magasins d'Etat pour un achat hypothétique : souvent les rayons sont vides au bout de quelques heures. Ce sont des mois ou même des années d'attente et d'intrigues pour un logement encore plus hypothétique.

"Stabilité" des prix oui, à condition de trouver ces fameux produits dont les prix sont "stables" et à condition aussi de ne considérer les prix que globalement, par l'indice, et non tous les prix.

En effet, l'indice des prix ne varie pas mais il est possible d'augmenter certains prix sans faire bouger l'indice :

- en pratiquant des baisses sur des produits servant à calculer l'indice et en augmentant d'autant d'autres produits plus demandés par les consommateurs mais non pris en compte dans le calcul de l'indice ;
- en faisant disparaître du marché un produit connu sous un nom précis et en le remettant en vente sous un autre nom.

C'est ainsi que, depuis le 1er janvier 77, la vaisselle a pu augmenter officiellement de 80 %, les tapis de 110 %, les voitures de 18 %, les restaurants le soir de 50 %, l'essence de 100 %, le café de 400 %... En URSS, le salaire n'est pas seulement diminué par les hausses des prix mais aussi par la raréfaction des produits, les deux étant très largement complémentaires et interdépendants.

En effet, l'autre réalité de l'URSS, c'est celle d'un marché libre où les prix sont d'autant plus élevés que la pénurie est plus importante sur le marché d'Etat : en moyenne, au marché libre où se fait le tiers du ravitaillement de la population, les prix sont quasiment multipliés par 4 ! Et, là, le chiffre parle de lui-même : à l'"Ouest", nous appellerions cela une inflation de 400 % !

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les bruits de "réforme monétaire" ou d'"échanges de billets" pour éponger la masse monétaire en circulation :

- la pénurie des produits sur le marché d'Etat provoque, sur le marché libre, une circulation d'argent sans commune mesure avec les affaires réellement réalisées ;
- d'autre part, la thésaurisation ou l'achat de biens durables comme les bijoux, qui représentent deux fois le montant des investissements, sont autant d'argent immobilisé et improductif.

Certains objecteront que l'inflation en URSS est le produit des échanges avec le monde occidental. Quand on sait que ces échanges ne représentent que 3% du revenu national russe, on mesure la validité d'un tel argument.

On est bien loin de l'image des travailleurs favorisés ; derrière un taux d'inflation officiellement inférieur à 1 % se cache toute une partie de l'attaque de la bourgeoisie russe contre les travailleurs : réduire les salaires par l'augmentation camouflée des prix, technique bien connue de tous les travailleurs des pays dits "de l'Ouest", même si, en URSS, elle est moins nette. En effet, le salaire réel se mesure à la quantité de marchandises que le travailleur peut réellement acheter pour reproduire sa force de travail et il faut bien reconnaître que, en URSS, les marchandises à des prix accessibles sont à la fois rares et de mauvaise qualité, les marchandises de bonne qualité, quant à elles, sont beaucoup trop chères.

Et voilà l'un des moyens, "à l'occidentale" de réduire les salaires : l'inflation. Mais cette situation pou pour les travailleurs est encore aggravée par la pénurie. Une fois de plus la crise agit comme révélateur et montre clairement à tous ceux qui pourraient encore avoir des illusions sur la nature socialiste de l'URSS, la réalité de la crise CAPITALISTE en Russie.

N.M.

CHINE,NI REVOLUTION,NI COMMUNISTE

Comprendre ce qui s'est passé en 1949 en Chine, à quoi a correspondu la prise de pouvoir du maoïsme, c'est se donner les moyens de comprendre ce qui se passe en Chine aujourd'hui.

Ceux qui ont vu quelque chose de "communiste" dans les évènements de 1949 sont de ceux qui se sont retrouvés les bras ballants devant la rupture de la Chine avec cette autre "patrie socialiste" que serait la Russie stalinienne. Ils sont aussi de ceux qui ont pleuré sur le soi -disant retour au capitalisme actuel. Ils sont de ceux qui, confondant un méandre de la politique bourgeoise avec le bouleversement profond de la société qu'est la révolution des prolétaires, ne pourront jamais aider la révolution, mais se dresseront contre elle pour préserver ce qu'ils croient des acquis.

Ceux qui y ont vu une "révolution bourgeoise" se coupent de la compréhension de la réalité d'un pays condamné au sous-développement depuis le début du siècle par le déclin général du système capitaliste mondial. Ils sont de ceux qui sont toujours portés à voir des possibilités infinies du capitalisme pour se développer.

Ceux qui y ont vu une "révolution populaire" des paysans pauvres ne comprennent pas que toutes les classes de la société ne sont pas révolutionnaires, et que la force de la révolution, dans tous les pays du monde, c'est une seule et même classe qui la porte : la classe ouvrière.

La "révolution" qui a amené l'avènement de la "République Populaire de Chine" n'est qu'un épisode de la vie du capitalisme, comme l'est aujourd'hui la réorientation du capitalisme chinois vers un autre bloc, celui de l'ouest. Le moteur qui fait évoluer l'Empire Céleste n'est pas fondamentalement différent de celui qui fait évoluer les autres pays, et, en Chine comme ailleurs, les deux protagonistes de l'affrontement décisif qui recommence à se dessiner aujourd'hui sont ceux qui ont engagé une lutte mortelle depuis le début du capitalisme : la classe ouvrière, contre la bourgeoisie.

1911 : LA REVOLUTION BOURGEOISE ET LE SOUS-DEVELOPPEMENT CHRONIQUE

●Au début du siècle, à l'aube de la décadence du système capitaliste, la Chine est un pays arriéré comparé aux pays industrialisés occidentaux. Ce pays, aussi étendu que l'Europe, est aussi divisé que pouvait l'être la France féodale en une kyrielle de provinces gouvernées par des "seigneurs de la guerre". L'anarchie entretenue par les rivalités des impérialismes français, anglais et japonais, qui y défendent chacun leur part de pillage et font tout ce qui est en leur pouvoir pour entretenir le pays dans la désorganisation totale,la pénurie des voies de communication, sauf dans les régions économiques qui les intéressent respectivement, contribue à accumuler le retard de l'industrialisation. Ce retard, la Chine ne le rattrapera jamais vraiment : faible à un moment où les plus forts cassent le développement des autres pour survivre et garder leurs marchés, elle ne pourra jamais assurer, malgré ses tentatives, un développement indépendant qui la conduise à un rang de puissance.

La "révolution" de 1911, menée par le parti "libéral" de Sun Yat Sen, le Kuomintang, confirma un état de fait : la présence d'une bourgeoisie dominante dans les villes. Mais elle ne permit pas de régler les contradictions en Chine : la mainmise des impérialismes étrangers, la faiblesse de la bourgeoisie locale soit liée aux structures agricoles archaïques des propriétaires terriens et des seigneurs de la guerre, soit liée au commerce avec les impérialismes étrangers.

Mais si la domination capitaliste y a pris la forme de la domination des capitalistes étrangers sur les capitalistes locaux, trop faibles, ce n'en est pas moins le capitalisme qui est le système dominant. Le capitalisme n'a pas besoin nécessairement d'une révolution bourgeoise locale pour s'implanter. Tous les pays sous développés en sont la preuve.

Bien que réduite à un statut de semi-colonie, la Chine du début du siècle était un pays capitaliste à part entière, où les lois du marché capitaliste régnaient en maître et où un prolétariat fort et concentré existait bel et bien (en 1927, il y avait 11 millions d'ouvriers en Chine).

A partir de ce moment, les tentatives de la bourgeoisie vont être non des tentatives d'une "révolution bourgeoise" qui resterait à accomplir, mais des tentatives d'éliminer les entraves, tant celle des seigneurs de la guerre que celle d'omniprésence des capitalismes étrangers, de renforcer l'Etat. Ainsi, au début des années 20, le parti de Sun Yat Sen, dissout devant ses difficultés à mener le pays, se réorganise sous la direction de Chang Kai Chek : cette tentative de la bourgeoisie chinoise de se libérer du joug des puissances occidentales et du Japon en s'appuyant sur l'URSS va utiliser et écraser la deuxième révolution en Chine : celle de la classe ouvrière.

1927 : L'ECRASEMENT DE LA REVOLUTION DES PROLETAIRES

Dès 1925, c'est bien à ce point que se joue une nouvelle fois l'histoire : à ce moment, une fraction très significative du prolétariat en Chine a commencé, en écho de la grande vague révolutionnaire de 17-23 en Europe, à développer ses luttes sur son propre terrain de classe, c'est à dire non plus seulement contre les "patrons étrangers impérialistes" et contre leurs "valets: les diktats locaux", mais aussi contre l'ensemble de la bourgeoisie chinoise. L'extension des mouvements de grèves est telle que toute la région de Shangaï et de Canton se retrouve paralysée en mars 27, des soviets sont constitués, Shangaï enfin est aux mains du prolétariat fort d'une milice de 5000 hommes armés et de 800 000 insurgés.

Ce qui va peser alors sur la révolution prolétarienne, ce n'est pas tant les facteurs locaux que la dégénerescence de la grande révolution russe : appliquant les directives de l'Internationale Communiste, le jeune parti communiste chinois (fondé en 1921) pousse à l'alliance avec le Kuomintang, au nom de la tactique de front unique avec des "fractions progressistes" de la bourgeoisie dans les pays colonisés. Ce qui va en résulter, au contraire de l'extension de la révolution prolétarienne de la Russie à la Chine, c'est l'alignement du capitalisme chinois derrière le capitalisme restauré en URSS. Chang Kaï Chek, fort de ses victoires remportées contre les seigneurs de la guerre désunis, et grâce à l'appui de l'IC, va écraser dans un bain de sang inouï la commune rebelle préalablement désarmée idéologiquement et physiquement par le PCC,qui,dans sa majorité, malgré les évènements, s'évertue à préconiser la ligne de l'IC et donc celle de la Russie stalinienne désormais bien engagée dans son oeuvre contre-révolutionnaire.

Né trop tard, dans un monde où la révolution prolétarienne a globalement échoué, le deuxième mouvement révolutionnaire en Chine se termine dans un bain de sang. Ces évènements décisifs marquent de façon certaine la rupture totale du PCC d'avec le camp prolétarien et son intégration corps et biens dans le camp bourgeois nationaliste, aux ordres de Staline. Ce qui reste alors de ce parti nationaliste va se réfugier dans les campagnes pour fuir les persécutions de son ex-collaborateur ingrat Chang Kaï Chek qui lui a déclaré une guerre ouverte dès 28.

L'analyse rapide de l'histoire de la Chine jusqu'à cette date montre de façon claire que la "révolution" qui va s'opérer en 49 à l'initiative du parti de Mao ne pourra être ni celle d'une bourgeoisie sénile et impuissante, ni celle d'un prolétariat écrasé pour de nombreuses années. Tous les évènements qui vont se produire entre 28 et 49 ne seront que le déroulement d'une lutte entre fractions nationalistes bourgeoises soutenues chacune par un impérialisme plus puissant.

1928-1949 : LES LUTTES INTERNES DE LA BOURGEOISIE

De 28 à 37, Chang Kaï Chek règne en maître absolu sur le pays. Durant toute cette période, il tente de réaliser l'oeuvre de normalisation nationale désormais nécessaire à chaque capital national avec la réapparition d'une crise aigüe dans les années 30. La politique de Chang est à l'image de celle d'un Hitler en Allemagne, d'un Mussolini en Italie ou encore d'un Staline en Russie. Il s'agit en Chine aussi d'organiser les forces vives du pays, de militariser toute l'activité sociale en vue d'une nouvelle guerre impérialiste généralisée. Faute de pouvoir faire mieux, toute la politique de Chang se résume au niveau idéologique,dont l'exemple le plus parlant est certainement cette citation extraite du manifeste publié en 1934, où il est expliqué le but du mouvement lancé par Chang Kai Chek qui s'intitule "La vie nouvelle" :

"La pauvreté de notre nation est due principalement au fait qu'il y a trop de consommateurs et une production insuffisante. De ce fait, nombreux sont ceux qui sont acculés à une vie de parasites. Pour y remédier, nous devons amener les hommes à travailler plus durement et à dépenser moins, et rendre les fonctionnaires honnêtes. C'est la cause première qui fait la force de l'Allemagne et de l'Italie d'aujourd'hui. Si ces vertus sont observées, le désordre social et administratif sera éliminé et les gens auront un esprit plus militaire...A titre préalable nous devons acquérir des habitudes d'ordre, de propreté, de frugalité, d'exactitude. Nous devons maintenir l'ordre, propager l'organisation, la responsabilité, la discipline; et être prêts à mourir à tout instant pour le pays..."

En fait, de la part du Kuomintang, tout cela ne reste qu'au niveau des mots tant la misère et le désordre persistent malgré la terreur, tant aussi l'incapacité totale du Kuomintang à avoir une emprise suffisante sur la population s'avère de jour en jour plus forte pour ce parti, de plus en plus miné par de nouvelles luttes intestines en son sein, ce qui ne fait que précipiter sa déchéance.

En 1931, lorsque le Japon déclare la guerre à la Chine, il est alors peu étonnant de voir le gouvernement affaibli se replier à Hankéou, puis à Tchong K'ing dans l'inaccessible Si-Chuan (où il restera 7 ans).



MAO ACCUEILLI PAR KUO-MO-JO ET LI CHI SHEN, L'EGORGEUR DE LA COMMUNE DE CANTON, EN 1949 A PEKIN.

Ce que ne semble plus pouvoir faire Chang, c'est Mao Tsé Toung qui est en train depuis plusieurs années de le préparer ardemment. La propagande intensive des hommes de Mao parmi les paysans en butte aux pires calamités,dont la famine et les inondations,s'avère des plus efficaces, palliant aux faiblesses du Kuomintang. A l'aide, d'une part d'une phraséologie à mi-chemin entre un recueil de platitudes antiques et d'un catéchisme d'inspiration marxiste, d'autre part grâce à l'appui intensif et sans réserves de la Russie sur le plan militaire, Mao a alors beaucoup plus la capacité d'entraîner derrière lui une masse énorme de crève-la-faim dans la guerre impérialiste contre le Japon et en profite du même coup pour fortifier sa position par rapport au Kuomintang. Une fois de plus, comme par exemple en France le PC dans le Front Populaire, c'est au parti stalinien que revient l'apanage de mener les masses à la boucherie impérialiste contre "l'ennemi commun", une fois que le prolétariat a été préalablement écrasé.

Alliés durant la deuxième guerre mondiale contre l'envahisseur japonais, le lendemain de la guerre laisse les deux camps nationalistes face à face. A ce moment, il est clair que l'affrontement se joue entre URSS et USA par Chang et Mao interposés. Les efforts des conseillers militaires américains pour aider le Kuomintang à reprendre les choses en main vont s'avérer vains, car la position de force acquise par Mao et ses troupes ne va aller qu'en s'amplifiant jusqu'à la prise de pouvoir en 49.

La Chine inaugure ainsi en 49 une série de luttes de "libération nationale" patronnées par Moscou qui, après les accords de Yalta, entend étendre sa sphère d'influence. Ce sera ensuite le tour du Vietnam, de l'Algérie, de Cuba.

Ainsi 49 apparaît comme la suite logique de l'histoire d'un capital national en difficulté dans l'ère de l'impérialisme généralisé et de la décadence du capitalisme. De l'emprise des impérialistes occidentaux, la Chine en 49 n'a fait que passer sous celle de l'URSS sans l'aide de laquelle rien n'aurait été possible.

Malgré l'évidence de la réalité de la "révolution" de 49, les illusions sur la "révolution populaire" se sont perpétuées.

Mais pour qu'il y ait révolution, il faut qu'il y ait une partie de la société qui la porte.

La bourgeoisie n'avait plus de révolution à faire : le capitalisme était déjà là, et déjà condamné au sous-développement par l'évolution de l'ensemble du monde capitaliste vers sa décadence.

Le prolétariat a été totalement absent de la scène : écrasé comme on l'a vu par la répression de 27 et l'embrigadement dans la guerre impérialiste, la "révolution populaire" s'est faite sans lui.

La masse de population sur laquelle s'est appuyé Mao pour mener à bien sa politique de défense du capital national, ce sont les paysans pauvres.

Mais les paysans pauvres, pour nombreux qu'ils puissent être, ne sont pas une force qui peut révolutionner la société, la bouleverser de fond en comble. D'abord et avant tout, parce qu'ils n'en n'ont pas la force : avec quoi lutteraient-ils contre le capitalisme? Si le prolétariat peut avoir une pression contre le capitalisme, parce qu'il est indispensable à son fonctionnement, les petits paysans n'en n'ont aucune. Les petits paysans sont une classe éparpillée, atomisée, formée d'individus ayant chacun en tête sa survie personnelle grâce à un arpent de terre. Ils ne sont pas une classe unie qui puisse accéder à une vision d'une solution collective, comme la classe ouvrière, qui tient dans ses mains la possibilité matérielle d'une révolution. S'ils peuvent être un appui du prolétariat dans la lutte contre un capitalisme qui les réduit à la misère et contre lequel ils sont prêts à se battre jusqu'à la mort, ils ne peuvent être la force motrice d'un changement de société.

Pour ceux qui ont des doutes, la réalité du profit qu'ont tiré les paysans du maoïsme devrait les tirer de leur leurs rêveries sur l'autocritique et la "sagesse communiste" du peuple chinois. Laminés par la famine et la double répression du Kuomintang et des pouvoirs locaux, ils ont été une proie facile pour les illusions répandues par le parti "communiste" sur les lendemains radieux qui les attendaient... Ce qu'ils ont eu au bout, c'est d'abord le massacre dans une guerre qui ne leur a rien donné, et ensuite une misère identique.

Quant aux "réalisations communistes" de Mao, elles n'ont rien à envier à celles de son prédecesseur et ancien comparse, Chang Kai Chek. Mao met en place un Etat doté d'une bureaucratie hypertrophiée, se reposant sur une armée et une police omniprésentes jusque dans les ateliers d'usine lorsque cela sera nécessaire. Le droit de grève est aboli. Le prolétariat est non seulement toujours exploité, mais il doit aussi marcher au pas, travailler avec le fusil dans le dos. "Le jour est fait pour la production, le soir pour la révolution ou la préparation de la production", tel est le leitmotiv du socialisme à la chinoise.

SUITE P.7

VIE DE L'ORGANISATION

REUNIONS PUBLIQUES

AIX EN PROVENCE

Permanence : 16 janvier de 18 h à 19 h au Café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

CLERMONT-FERRAND

Permanence : 2ème samedi de chaque mois à 14 h au Bar Galaxie, rue Fontgiève.

GRENOBLE

Réunion Publique le 18-1-80, à 20 h 30 au 6, rue Hector Berlioz, sur le thème: "1929-1979 : quelles différences pour le prolétariat."

LYON

Réunion publique le 26-1-80, à 17 h, au 176, rue Pierre Valdo (5ème), sur le thème : "Le regroupement des révolutionnaires , contribution essentielle au murissement des luttes du prolétariat."
Permanence le 30-1-80, à 18 h, au 1, cours Gambetta, Bar de l'Etoile.

MARSEILLE

Réunion publique le 18 janvier à 21 h, Salle de la Fraternité Belle-de-Mai, 7, boulevard Burel, Marseille 3ème sur le thème : "Face aux convulsions qui menacent l'humanité, une seule issue : la réponse prolétarienne"
Permanence : le 11 janvier de 18 h à 19 h au Bar "Les Danaïdes" (Canebière) 13001

NANTES

Réunion publique le 19 janvier à 17 h au Centre Social des Bourdenès sur le thème : "Les communistes et les luttes immédiates".
Contacts avec les diffuseurs au marché Talensac, le 2ème samedi du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

PARIS

Réunion publique le samedi 12 janvier à 17 h au 27, avenue de Choisy, Paris 13e (1er étage, salle verte), sur le thème : "Pourquoi le communisme est possible et nécessaire".
Permanence : tous les samedis (sauf le samedi de la réunion publique) à 16 h, à la même adresse, salle orange.

SAINT-NAZAIRE

Contacts avec les diffuseurs au marché le 2ème dimanche du mois, de 10 h 30 à 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le 25 janvier à 20 h 30, 48, rue de la République, sur le thème : "Quelle intervention des révolutionnaires dans les luttes actuelles ?"
Permanence : tous les vendredis à 18 h 30 au Bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (Pont des Demoiselles).
Contacts avec les diffuseurs au marché aux légumes sur le boulevard (près de la place Jeanne d'Arc) les 2ème et 4ème dimanches de chaque mois et au marché aux Puces (St Sernin), le 2ème dimanche du mois de 10 h 30 à 11h30.

CHINE

SUITE DE LA P.6

L'illusion de l'existence du communisme dans une partie du monde a pesé lourdement sur la lutte de la classe ouvrière des 50 dernières années. Le mythe de la "patrie socialiste" russe, bien qu'érodé par les actions d'éclat du stalinisme et la vision de la réalité de misère qui y règne, plane encore sur les consciences. Le mythe du communisme chinois, a été plus fortement ébranlé, et a subi un nouvel effondrement avec la subordination de la Chine à l'impérialisme américain. Sa fragilité est due en grande partie au fait que ses racines n'ont rien de commun avec une lutte des prolétaires, ce qui a évité ce qui est arrivé à la révolution communiste de 17 en Russie, où son écrasement a réussi à se faire passer pour une continuation. Mais cela tient surtout au fait que la réalité elle-même entame aujourd'hui toutes les illusions, et que le ressurgissement du prolétariat en lutte en Chine repose plus clairement les questions.

C.F. et D.N.

PUBLICATIONS DU C.C.I.

accion proletaria

Ecrire à l'adresse comme suit :
(sans autre mention)
APARTADO DE CORREOS 19-18
Valencia (Espagne)

internationalism

PO Box 961
Manhattan Station
365, West 125 St.
New York, N.Y. 10027 (USA)

internationalisme

BP 13
Bruxelles 31
1060 Bruxelles

internacionalismo

Apartado postal 20674
San Martin
Caracas 102
(Vénézuéla)

rivoluzione internazionale

CP 469
80100 Napoli (Italie)

wereld revolutie

Postbus 11 549
1001 Gn AMSTERDAM

world revolution

Ecrire à l'adresse comme suit :
BM Box 869
London WC IV 6 XX

I.K.S.

Adresse en Allemagne :
IKS Postfach 410308
5000 Köln 41

La REVUE INTERNATIONALE est l'organe en trois langues (anglais, espagnol, français) du CCI.
Elle exprime l'unité des revues d'intervention des sections territoriales de notre Courant.
Elle se fixe les tâches suivantes :

- *la publication de prises de positions et d'analyses de notre Courant sur les problèmes les plus importants de la situation internationale ;*
- *la republication de textes du mouvement ouvrier peu connus et diffusés au cours de la période de plus grand isolement des révolutionnaires ;*
- *la publication de correspondances et de polémiques avec des groupes et courants proches ou dont les positions présentent un intérêt.*

REVUE INTERNATIONALE N°20

Les années 80 : les années de vérité
L'accélération de la crise
Derrière la crise Iran-USA : les campagnes idéologiques.
Combat ouvrier et manoeuvres syndicales au Vénézuela
Sur l'intervention des révolutionnaires : nos censeurs
Sur la question nationale (Gauche Mexicaine, 1938)
Sur le capitalisme d'Etat (Internationalisme, 1952)

BROCHURES

- ***Nation ou classe***
- ***Congres de R.i. 78***
- ***Organisations communistes et conscience de classe***
- ***Les syndicats contre la classe ouvriere***
- ***Plate-forme de R.I.***

INTERNATIONALISME N°37

-La reprise de la lutte autonome de classe
-Cambodge
-Actions à Athus
-Tract du CCI
-Fascisme et démocratie
-Lutte des chômeurs
-Crise en Pologne
-Rhodésie-Zimbabwe
-50 ans après le krash
-Anti-terrorisme à Fiat
-Le parti pour le PCI
-Les unions en Allemagne

Nouvelle adresse postale :
Indiquer impérativement :
RI
BP 581
Paris Cedex 01

Abonnements couplés
12 numéros du journal et 4 numéros de la Revue Internationale

France	*Etranger*	*Par avion*
60 F	*80 F*	*100 F*

Abonnements simples
12 numéros de R.I. seulement

France	*Etranger*	*Par avion*
40 F	*50 F*	*70 F*

Abonnements et versements à :
C. Giné, CCP La Source 34 195 33

Directeur de Publication : D.Van Celst
N° de Commission Paritaire : 54 267

Diffusé par les N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin, 4, passage Dieu Paris 20ème.

REVUE DE PRESSE

ACTION COMMUNISTE

●Tout le monde s'accorde à constater que le milieu "gauchiste", et trotskyste en particulier, est en pleine décomposition. Ceci s'explique pour deux raisons. Les trotskystes, en misant sur la victoire électorale de la gauche et en axant toute leur propagande dans cette direction, se trouvent sans perspective politique. Par ailleurs, nous constatons que la gauche s'installe dans l'opposition et qu'en radicalisant son langage, elle laisse très peu de place pour le "jusqu'auboutisme" verbal, et la "mise au pied du mur" dans laquelle excellent nos vaillants trotskystes.

Certaines scissions trotskystes ne présentent guère d'intérêt telle la LCI-"Tribune Ouvrière" qui vient de rompre avec la Ligue (LCR) pour faire ses offres de service à l'autre officine trotskyste, l'OCI (1). D'autres, telle la tendance deux de la LCR vont plus loin dans la rupture avec le trotskysme - nous espérons pouvoir y revenir, cependant l'histoire de cette tendance montre qu'il est très difficile de se dégager d'un corps contre-révolutionnaire. En effet, la rupture avec la Ligue n'a pas entraîné l'élaboration de textes théoriques, si ce n'est la lettre de rupture, pour l'instant confidentielle.

Nous signalons, cependant, à nos lecteurs, la parution d'une revue "Action Communiste" (2) dont le premier numéro vient de paraître fin octobre. Il ne s'agit pas d'une scission spectaculaire mais les positions politiques défendues peuvent entraîner les rédacteurs à évoluer rapidement sur des positions de classe.

La revue s'intitule "Cahier critique d'extrême-gauche", ce n'est pas "une organisation et elle n'aspire pas à en être une". Les rédacteurs se veulent "un courant critique d'extrême gauche" et désirent être reconnus comme tels.

Cette revue défend un certain nombre de positions de classe :

-Les luttes de libération nationale sont considérées comme le "droit des bourgeoisies nationales à choisir entre la tutelle américaine et la tutelle soviétique et à se vendre au plus offrant" (p.11);

-Les syndicats sont considérés comme intégrés à l'appareil d'Etat et ne défendant plus les intérêts des travailleurs -avec l'entrée du capitalisme en décadence depuis 1903 (!)- comme ils le faisaient au siècle dernier;

-Sur le parlementarisme, il nous est dit fort à propos, que ce n'est plus le terrain de la lutte du prolétariat. "Il faut dénoncer le suffrage universel comme un instrument de la dictature du capital". Et il est nettement affirmé que "fascisme et démocratie bourgeoise sont le même système politique reposant sur la domination d'une même classe sociale : la bourgeoisie." Voici les points positifs!

Il existe toujours beaucoup de confusions, qui montrent que la rupture avec le trotskysme n'est pas encore véritablement effectuée.

Il nous est indiqué que l'URSS est un Etat capitaliste, mais pas impérialiste (pages 6,15), ce qui, d'ailleurs, est en contradiction avec l'analyse sur la "libération nationale".

Il nous est dit que les trotskystes ont "sombré dans l'opportunisme et le chauvinisme" pendant la guerre de 40-45 (p. 24). Toute personne logique en tire la conclusion suivante : le trotskysme a sombré dans la contre-révolution. "Action communiste", non ! "Le trotskysme n'a pas fait faillite car nous le jugeons sur sa période historique de l'entre-deux guerres" (p. 22). N'est-ce pas justement l'orientation développée dans les années 30, et basée sur "l'antifascisme" et la "défense de l'URSS", qui est directement responsable de la participation du trotskysme à la 2de guerre impérialiste, participation qui s'est faite précisément au nom de ces deux politiques.

En conclusion, nous réaffirmons qu'il n'est pas suffisant de posséder un certain nombre de positions de classe, mais encore qu'il faut renouer avec la gauche de la IIIe Internationale pour rompre définitivement avec la contre-révolution et son aile gauche, le trotskysme.

En ne voulant pas prendre clairement position, en parlant d'"extrême gauche", dans laquelle on mélange tout, on fait oeuvre de confusion et, finalement, de capitulation devant cette contre-révolution.

JEUNE TAUPE

●L'Organisation Communiste Libertaire de la région parisienne a organisé, avec des camarades chinois de la revue "Minus 5", un meeting-débat le 5 octobre à Paris. Nous apprenons, avec le plus grand intérêt, en lisant le numéro 29 de "Jeune Taupe", que Révolution Internationale était invitée aussi par l'OCL à participer à des réunions avec ces camarades chinois. Malheureusement, nou nous n'avons jamais reçu cette invitation de l'O.C.L.. Nous osons espérer que cette invitation a été réellement faite. Cependant, nous pensons que ce contre-temps est tout à fait regrettable car nous sommes toujours partisans de la discussion la plus large possible au sein du milieu révolutionnaire. Il est évident, en tout état de cause, que nous n'aurions pas participé -comme a pu le faire le PIC- à une campagne commune lors de la venue de Hua-Guo-Feng à Paris, avec l'OCL dont on ne sait plus, au juste, quelles positions politiques elle défend, son organe central (?), "Front Libertaire", ayant cessé de paraître.

(1) Et ceci au moment où l'O.C.I. et le CORQUI font une déclaration appelant à une conférence ouverte à toutes les forces se réclamant du trotskysme, et se rapprochent du Secrétariat unifié et de son officine française, la L.C.R.

(2) A.C. c/o Ed. G.Tautin, 4 passage Dieu, 75020 PARIS.

PEUT-ON "TRAVAILLER" DANS LES SYNDICATS ?

Dans les numéros 67 et 68 de RI, nous avons examiné un certain nombre d'arguments tendant à défendre l'idée d'une nature "quand même ouvrière" des syndicats, de la possibilité de "redresser" ceux qui existent ou d'en créer de nouveaux qui, eux, seraient d'authentiques organes de la classe ouvrière. Nous avons vu , d'une part, que l'apparence "ouvrière" des syndicats n'existe que pour leur permettre de mieux accomplir leurs tâches capitalistes et,d'autre part, que dans la période de décadence du capitalisme, il était illusoire de penser qu'on pouvait revenir aux conditions existant au siècle dernier qui avaient permis à cette époque aux syndicats d'être de véritables organisations de la classe ouvrière. Dans le présent article, nous allons répondre à une question que se posent aujourd'hui les travailleurs qui ont perdu toute illusion sur la nature véritable des syndicats et sur la possibilité d'en créer de nouveaux :

"Même si les syndicats sont irrémédiablement des organes capitalistes, n'est-il quand même pas possible de faire un travail à l'intérieur en vue de toucher les ouvriers qui s'y trouvent et éventuellement utiliser les facilités matérielles que cela procure?".

●Ceux qui se proposent de "travailler" dans les syndicats estiment que c'est un moyen de toucher la classe ouvrière et notamment ses secteurs les plus combatifs.

'toucher' la classe ouvriere ?

Aujourd'hui, les syndicats sont désertés par la classe ouvrière. En France, par exemple, le nombre des syndiqués,toutes centrales confondues,ne représente que 20% des travailleurs. Et il s'agit là de ceux qui ont une carte syndicale, ce qui ne veut pas dire qu'ils s'intéressent réellement à la vie du syndicat. En réalité, les réunions syndicales sont connues pour ne rassembler qu'un petit nombre des travailleurs syndiqués . Ce n'est donc pas dans ces réunions qu'on a une chance de "toucher les masses" ouvrières. Mais le défenseur du "travail syndical" a déjà une réponse tout prête : "Certes, il n'y a que très peu d'ouvriers qui participent à la vie du syndicat, mais ce sont les ouvriers les plus "combatifs".

les ouvriers les plus combatifs ?

Une telle affirmation, en fait, est démentie par la réalité. Il se peut qu'au départ, le syndicat recrute parmi les éléments les plus combatifs. Mais, en général, la situation se décante rapidement :

-soit ces éléments sont récupérés dans le giron du travail syndical qui consiste essentiellement à récolter des cotisations, gérer les "oeuvres" de l'entreprise (Noël des enfants, colonies de vacances...), faire l'assistante sociale, participer aux multiples instances paritaires qui existent dans et hors de l'entreprise (comité d'établissement, sécurité sociale, mutuelles), négocier avec le patron sur le reclassement de la catégorie 3 ou sur le rythme des changements de bleus de travail, faire des campagnes électorales pour essayer de "piquer" quelques voix au syndicat concurrent lors d'une des multiples élections auxquelles on convie les travailleurs;

- soit, ils sont écoeurés par ce type d'activité de gestion de la misère ouvrière et ils quittent le syndicat ou s'en désintéressent.

Le plus souvent ne restent pour "animer" la structure syndicale que les militants du PC et, dans une moindre mesure, du PS, du PSU et des groupes gauchistes. De ce fait, la participation aux réunions syndicales,ne présente aucun intérêt pour un élément révolutionnaire : discuter avec trois militants staliniens s'il faut fromage et dessert ou bien fromage ou dessert à la cantine, ne fait pas avancer beaucoup la lutte de classe.

Dans certains cas, il est vrai, la vie d'une section syndicale ou d'une union locale se présente autrement. Il existe des organismes "de base" du syndicat plus animés, traversés par une plus grande combativité et des préoccupations différentes de celles qu'on vient d'énumérer. Mais, souvent, ces préoccupations "différentes" se concentrent sur d'autres problèmes qui, toujours, tournent autour de comment aménager la survie dans le capitalisme : écologie, nucléaire, avortement, radios-libres. Quant aux sections ou U.L. "combatives", en général, elles ne font pas long feu : les exemples sont nombreux de sections, pourtant parfaitement en règle du point de vue syndical (cotisations, etc.) et qui ont été dissoutes sous le prétexte le plus fallacieux,tout simplement parce qu'elles ne suivaient pas l'orientation de la centrale. Et lorsque cette dernière tolère certaines de ces organisations de base combatives (notamment F.O. et la C.F.D.T.), c'est que cela l'arrange bien : elles constituent la feuille de vigne qui permet de masquer quelque peu sa politique de collaboration de classe et de sabotage des luttes.

En fin de compte, les éléments combatifs qui vont dans les syndicats en vue d'y faire un "travail" réellement prolétarien, manquent complètement leur coup : soit ils sont "récupérés", soit, ce qui revient au même, ils sont obligés de faire le "sous-marin", c'est-à-dire taire leurs positions, soit ils en sont chassés, soit ils insufflent un peu de vie à des organismes moribonds et contribuent de ce fait à donner aux grandes centrales une image plus ouvrière, c'est-à-dire, à leur faciliter leur tâche capitaliste. Et, en tout état de cause, ils auront touché bien peu d'ouvriers combatifs de cette façon tout en stérilisant en quantité des énergies prolétariennes.

utiliser les moyens materiels des syndicats ?

C'est la justification la plus "radicale" d'un travail dans les syndicats : "On ne se fait aucune illusion sur leur nature, ni sur la possibilité d'y "toucher les masses" ; on se contente d'utiliser la ronéo de la section ou le local de l'U.L. pour publier des textes révolutionnaires et organiser des réunions ouvertes à tous les travailleurs qui s'intéressent aux problèmes de leur classe." C'est là une argumentation similaire à celle qui prétend justifier la possibilité d'un "parlementarisme révolutionnaire" : "Nous dénonçons le parlement et les élections comme institutions bourgeoises et moyens de mystification des travailleurs, mais nous les utilisons comme "tribune" en vue de faire de la propagande révolutionnaire ; nous nous proposons de détruire le parlement de l'intérieur". L'histoire a montré combien était erronée une telle analyse : depuis qu'elle a été préconisée par l'Internationale communiste, jamais les révolutionnaires n'ont contribué à détruire "de l'intérieur" le parlement ; c'est au contraire le parlement qui a contribué grandement à détruire les virtualités prolétariennes des partis qui y ont participé. De même, l'"utilisation" des moyens matériels d'un syndicat n'est pas "neutre" et constitue un bien mauvais moyen d'oeuvrer à la destruction de ces agences de l'Etat capitaliste.

D'une part, si les organisations syndicales de base ont les plus grandes difficultés à être tolérées par les centrales lorsqu'elles sont un peu trop combatives, on voit mal comment celles-ci tolèreraient l'existence d'organisations qui se proposent leur propre destruction.

D'autre part, même si, "par miracle", une telle organisation pouvait survivre, on ne voit pas de quelle utilité elle pourrait être pour la prise de conscience des travailleurs. En effet, quelle clarté peut apporter un élément qui, pour ses camarades de travail, est de toutes façons ressenti comme un syndicaliste à partir du moment où il a une carte syndicale, qu'il utilise la structure syndicale pour agir et qu'il bénéficie éventuellement des crédits d'heures que le patronnat accorde aux syndicats, et qui, en même temps, appellerait à la destruction des syndicats ? Comment persuader les travailleurs que les syndicats ne leur sont d'aucune utilité, qu'ils doivent s'organiser en dehors et contre eux si, pour faire une telle propagande, on s'est justement organisé dans la structure syndicale. La moindre des choses que peuvent attendre les ouvriers des éléments les plus avancés de la classe, c'est un minimum de cohérence entre leurs propos et leurs actes. Si cette cohérence n'existe pas, alors les ouvriers mettront ces éléments dans le même sac que les syndicats officiels et les partis de gauche qui, eux aussi, disent une chose et font autre chose.

En fait, en règle générale, toutes les velléités d'une utilisation "radicale" du matériel syndical n'ont pas donné autre chose que le "syndicalisme de combat". Ne pouvant assumer cette contradiction entre leurs dires et leurs actes, les éléments qui y avaient participé, soit ont été écoeurés et démoralisés, soit sont devenus de bons syndicalistes "de gauche", non plus préoccupés par la lutte contre les syndicats mais par la défense de "leur section" (1).

Aujourd'hui, une des nécessités fondamentales des luttes de classe est leur extension et leur généralisation. C'est en fonction de cette nécessité du combat prolétarien qu'il est indispensable de juger en fin de compte la validité de tout travail syndical. Or, un noyau d'ouvriers combatifs ne peut pas faire grand chose dans ce domaine s'il reste dans un cadre syndical "de base". Pour pouvoir généraliser la lutte, il est obligé de briser ce cadre, car, ailleurs, les autres sections ou U.L. font la politique syndicale classique. En restant, par la force des choses, une exception, la section syndicale ou U.L. "combative" ne peut apporter aucune contribution à cette généralisation, au contraire. Elle reste isolée et maintient l'isolement quand elle ne le renforce pas : représentante, même contre son gré, d'une des grandes centrales, elle participe à la division que celles-ci maintiennent parmi les travailleurs. C'est uniquement en sortant et en appelant l'ensemble des ouvriers à sortir du carcan syndical, à s'organiser en assemblées générales et en comités de grève élus par celles-ci, que les éléments les plus combatifs peuvent réellement contribuer au développement des luttes.

F.M.

(1) A ce propos, il est intéressant de signaler qu'à une réunion publique de R.I. à Paris traitant justement du problème des syndicats, un militant (ou sympathisant) du PCI (bordiguiste) qui défendait "mordicus" le travail dans la section CGT du CTA de Créteil, et à qui nous démontrions la vanité d'un tel travail, a laissé tomber, à bout d'arguments : "L'essentiel, c'est que la section vit". Certes, le PCI ne se fixe pas pour tâche de "faire vivre" des sections syndicales et il est probable qu'il a désavoué ce camarade. Cependant, la réaction maladroite mais sincère de ce dernier, démontre bien à quelle logique conduit le "travail" dans les syndicats.

LISEZ : LES SYNDICATS CONTRE LA CLASSE OUVRIERE

Brochure du C.C.I.

REVOLUTION INTERNATIONALE est la section en france du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

● Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions.Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

● La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

● La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

● Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations".Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

● Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, bloc de l'Est,Chine,Cuba,etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

● A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

● Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

● Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

● Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux"fronts populaires","fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

● Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de"soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre,sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

● Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétariennes et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

● NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.